

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTERE DU BUDGET

Document n°7

**CADRE BUDGETAIRE A  
MOYEN TERME 2024 – 2026**

Kinshasa, Septembre 2023

# TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>4</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE .....</b>	<b>5</b>
<b>O. INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT .....</b>	<b>8</b>
I.1 Développement économique récent.....	8
I.1.1 Secteur réel .....	8
I.1.2 Secteur extérieur .....	10
I.2 Développement budgétaire récent.....	13
I.2.1 Evolution des recettes 2020-2022.....	13
I.2.2 Evolution des dépenses 2020-2022.....	14
I.2.3 Evolution du solde budgétaire et du moyen de financement .....	15
I.3 Situation de la dette publique.....	16
<b>II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES.....</b>	<b>17</b>
II.1 Perspectives internationales .....	17
II.2 Perspectives nationales .....	17
II.2.1 Secteur réel.....	18
II.2.2 Secteur extérieur .....	19
II.2.3 Secteur monétaire.....	20
<b>III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2024-2026 .....</b>	<b>21</b>
III.1 Politique en matière de dépenses.....	21
III.2 Politique en matière des recettes .....	23
III.3 Principales actions sectorielles .....	25
III.3.1 Secteurs productifs et des infrastructures .....	25
III.3.2 Secteurs sociaux .....	38
III.3.3 Secteur de souveraineté .....	46
<b>IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2024-2026 .....</b>	<b>51</b>
IV.1 Evolution prévisionnelle des dépenses.....	51
IV.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central .....	51
IV.1.2 Evolution des dépenses des Provinces.....	54
IV.1.3 Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées.....	55

IV.2	Evolution prévisionnelle des recettes .....	56
IV.2.1	Evolution des recettes du Pouvoir Central.....	57
IV.2.2	Evolution des recettes des provinces.....	58
IV.2.3	Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées .....	60
IV.3	Evolution du solde budgétaire et de son financement.....	60
IV.4	Cadre des dépenses à moyen terme central .....	62
<b>V.</b>	<b>COMPARAISON CBMT 2024-2026 ET CBMT 2023-2025 .....</b>	<b>63</b>
V.1	Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2023-2025 bouclé .....	63
V.2	Analyse des écarts CBMT 2024-2026/2023-2025 .....	64
V.2.1	Analyse des recettes.....	64
V.2.2	Analyse des dépenses.....	64
<b>VI.</b>	<b>LES RISQUES BUDGETAIRES.....</b>	<b>65</b>
<b>VII.</b>	<b>CONCLUSION.....</b>	<b>73</b>

## **LISTE DES ACRONYMES**

ADF	: Allied Democratic Forces
ANR	: Agence Nationale de Renseignement
CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadres des Dépenses à Moyen Terme
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
CSU	: Couverture Santé Universelle
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DRB	: Déclaration des Risques Budgétaires
EPST	: Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FMI	: Fonds Monétaire International
LF	: Loi de finances
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'Information et de Communication
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
SCPT	: Société Congolaise de Poste et Télécommunication

## RESUME ANALYTIQUE

Le cadrage budgétaire de la période 2024-2026 repose sur le cadrage macroéconomique élaboré par le CPCPM, le comportement des recettes observées au cours des deux dernières années et au premier semestre 2023 ainsi que sur les priorités arrêtées par le gouvernement et par les sectoriels particulièrement lors des conférences budgétaires de l'exercice 2024. Il tient également compte des règles budgétaires définies dans le cadre du programme formel conclu avec le FMI en juillet 2021.

A cet effet, les grandes lignes de ce cadrage se présentent comme suit :

(en milliards de Francs congolais, sauf indication contraire)

Année Niveau de pouvoir	2023				2024				2025				2026			
	Pouvoir central	Provinces	ETD	Consolidé	Pouvoir central	Provinces	ETD	Consolidé	Pouvoir central	Provinces	ETD	Consolidé	Pouvoir central	Provinces	ETD	Consolidé
Dépenses (hors dette extérieure)	31 768,4	5 357,7	204,3	37 330,4	40 020,9	5 717,4	222,0	45 960,2	42 844,9	6 198,3	240,3	49 283,5	46 727,0	6 696,1	259,4	53 682,6
Recettes (hors emprunts)	27 125,0	5 357,7	204,3	32 687,0	35 388,1	5 717,4	222,0	41 327,4	38 178,0	6 198,3	240,3	44 616,6	43 550,1	6 696,1	259,4	50 505,7
Dons	1 363,3			1 363,3	7 725,5			7 725,5	5 263,6			5 263,6	5 263,6			5 263,6
Solde intérieur (Base caisse)	-1 984,7			-1 984,7	-824,0			-824,0	-958,1			-958,1	-916,0			-916,0
Solde global (Base caisse)	-5 053,8	0,0	0,0	-4 643,4	-4 632,8	0,0	0,0	-4 632,8	-4 666,8	0,0	0,0	-4 666,8	-3 176,9	0,0	0,0	-3 176,9
Financement	5 053,8	0,0	0,0	4 643,4	4 632,8	0,0	0,0	4 632,8	4 441,1	0,0	0,0	4 666,8	2 931,6	0,0	0,0	3 176,9
Gap de financement à rechercher	-				-				-				-			
Ratio Solde intérieur (Base caisse) en %	-1,3				-0,5				-0,5				-0,4			
Ratio solde global (Base caisse)/PIB en %	-3,3				-2,6				-2,4				-1,4			

Source : DGPPB, Ministère du Budget

## O. INTRODUCTION

Ce document, élaboré conformément aux dispositions des articles 13, 76 et 79 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques (LOFIP) telle que modifiée et complétée à ce jour, renseigne sur le profil des finances publiques envisagé par le Gouvernement pour la période 2024-2026. Il devra accompagner le projet de Loi de finances de l'exercice 2024 au Parlement qui constitue sa première tranche.

Ce profil s'aligne sur les objectifs macroéconomiques 2024-2026 envisagés sur la période tels que renseignés par le Comité permanent de cadrage macroéconomique, indiquant notamment un fléchissement de l'activité en 2024 à **6,4%** contre **6,8%** estimée en 2023 et une embellie à partir de 2025.

Elle tient également compte du comportement des recettes courantes au premier semestre de l'exercice 2023, de la baisse des cours des produits miniers et pétroliers sur le marché international ainsi que de la politique fiscale et douanière envisagée par le gouvernement sur la période visant principalement la poursuite des réformes amorcées.

Elaboré dans un contexte de mise en œuvre du programme formel conclu avec le FMI en juillet 2021 fixant des règles budgétaires notamment en terme du déficit, et par souci du Gouvernement d'assurer l'équilibre du cadre macro-budgétaire, la programmation budgétaire 2024-2026 retient les priorités des politiques publiques définies par le Gouvernement et convenues avec les sectoriels notamment dans le cadre des conférences budgétaires tenues en juillet 2023.

Ces priorités concernent principalement le maintien de la paix à l'est du pays, la poursuite des programmes phares, notamment la gratuité de l'enseignement dans le secteur de l'Education, la couverture santé universelle dans le secteur de la Santé ainsi que les différents investissements dans les secteurs porteurs de croissance et dans le cadre du PDL-145 Territoires.

Ce document s'organise autour de cinq chapitres, hormis l'introduction et la conclusion et comprends deux annexes. Le premier chapitre décrit le développement économique et budgétaire récent, le deuxième décline les perspectives économiques et budgétaires à moyen terme. Le troisième présente la politique budgétaire et les actions des politiques sectorielles envisagées sur la période 2024-2026. La programmation budgétaire 2024-2026 proprement dite et sa comparaison avec le CBMT 2023-2025 font l'objet des chapitres 4 et 5.

Les annexes sont constituées du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) central 2024-2026 et des détails des plafonds des provinces.

## I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT

Ce chapitre présente l'évolution de la situation économique et budgétaire du pays de 2020 à 2022.

### I.1 Développement économique récent

Malgré les chocs négatifs induits par la pandémie COVID-19 et les effets néfastes de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale, l'économie de la RDC a fait preuve d'une plus grande résilience comparée à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, principalement grâce aux mesures prises par le Gouvernement, lesquelles ont contribué au soutien de la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie.

#### I.1.1 Secteur réel

- **Evolution de l'activité économique**

Après un ralentissement de la croissance en 2020 de suite de la pandémie de la Covid-19, l'activité économique a fortement progressé en 2021 et en 2022, grâce à la bonne coordination dans la conduite des politiques budgétaire et monétaire ainsi à la performance observée notamment dans secteur primaire (les industries extractives) et dans le secteur tertiaire (les activités de Télécommunication). En effet, de 2020 à 2022, l'activité économique a connu un rebond se situant à **6,2%** en 2021 contre **1,7%** en 2020, tendance qui s'est poursuivie jusqu'en 2022 avec une croissance de **8,9%**. Cette tendance est tributaire de l'accroissement de la production des principaux produits d'exportation du Pays, notamment le cuivre et le cobalt.

**Tableau 1 : Contributions sectorielles de 2020 à 2022**

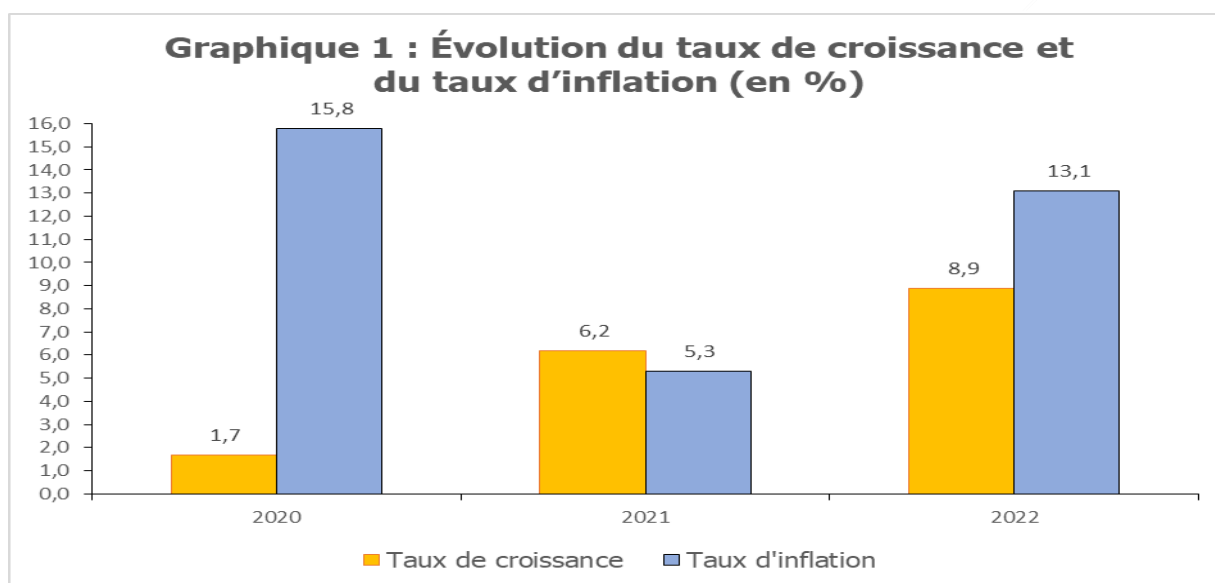
(en points de croissance )

Secteurs	2020	2021	2022
Primaire	3,1	3,4	7,2
Agriculture, chasse,...	0,4	0,4	0,4
Industrie extractive	2,7	3,0	6,8
Secondaire	-0,8	0,5	0,4
Tertiaire	0,1	2,1	1,2
<b>PIB réel</b>	<b>1,7</b>	<b>6,2</b>	<b>8,9</b>

Source : CPCM 2020 - 2022



S'agissant du rythme de formation des prix intérieurs, il a évolué en dents de scie entre 2020 et 2022. Le taux d'inflation fin période a connu un pic de **15,8%** en 2020, justifié par les effets négatifs de la Covid-19 sur l'économie dans un contexte de détérioration du commerce international, avant de régresser à **5,3%** en 2021 et ce, à la faveur d'une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire menées respectivement par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo dans le cadre des mesures d'atténuation des effets économiques de la pandémie. En 2022, le taux d'inflation est passé à **13,1%**, suite à la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes ont entraîné la hausse des prix des produits de première nécessité.



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données CPCM

- **Evolution récente de la production minière et pétrolière**

La production du cuivre s'est améliorée sous la période de 2020 à 2022. Elle est passée de **1.601.208,0 tonnes** en 2020 à **1.796.034,0 tonnes** en 2021 avant d'atteindre **2.515.847,0 tonnes** en 2022, soit une progression de **57,1%** entre 2020 et 2022. L'embellie enregistrée est favorisée par l'entrée en phase de production de certaines entreprises et à la bonne tenue des cours du cuivre sur le marché international négociés autour de **9.000,0 dollars américains la tonne** avant de chuter à **7.910,0 dollars américains la tonne** en fin 2022.

Pour ce qui concerne le cobalt, sa production s'est située à **86.591,0 tonnes** en 2020, puis à **93.144 ,0 tonnes** en 2021 avant de se situer à **115.371,31 tonnes** en 2022, soit une progression de **33,2%** entre 2021 et 2022.

Concernant la production de l'or en 2022, elle s'est située à **29.498,0 kg** contre **31.956,0 kg** en 2021, soit une régression de **7,7%**. Cette production s'est située à **31.501,0 Kg** en 2020.

S'agissant de la production du diamant, elle a enregistré une hausse de **45,3%** entre 2020 et 2022, passant de **12.214,0 carats** en 2020 à **17.742,0 carats** en 2022. En 2021, cette production s'est située à **12.743,0 carats**.

Par ailleurs, la production du pétrole brut s'est établie à **8.814.200,0 barils** en 2021 contre **8.755.033,0 barils** en 2020, soit une légère progression de **0,7%**. En 2022, elle a connu une baisse de **4,7%** par rapport à 2021 pour se situer à **8.400.000,0 barils**.

**Tableau 2 : Evolution de la production minière et pétrolière de 2020 à 2022**

(en en tonne métrique, sauf indication contraire)

Produits/année	2020	2021	2022
Cuivre	1 601 208	1 796 034	2 515 847
Cobalt	86 591	93 144	115 371
ZINC	15 305	16 079	13 578
Or artisanal et industriel (en kilogramme)	31 501	31 956	29 498
Diamant (en carat)	12 214	12 743	17 742
Pétrole (en baril)	8 755 033	8 814 200	8 400 000

Source : CTCPM

### I.1.2 Secteur extérieur

Entre 2020 et 2022, la situation extérieure du pays est marquée globalement par une amélioration du solde de la balance des paiements. En effet, en proportion du PIB, il est passé d'un déficit **0,3%** en 2020, suite notamment au déficit de **5,2%** enregistré au niveau de la balance de services et à la perte de dynamisme observée de la balance des transferts, reflétant les répercussions économiques de la pandémie de Covid-19. En 2021, il a affiché un excédent de **5,0%** avant de chuter à **2,5% du PIB** en 2022.

En ce qui concerne le compte courant, il a renseigné une amélioration de son solde, passant d'un déficit de **2,2% du PIB** en 2020 à celui de **1,1%** en 2021. Cette amélioration est attribuable principalement à celle des soldes de la balance commerciale et des transferts. En effet, le solde de la balance commerciale est passé d'un excédent de **3,9% du PIB** en 2020 à celui de **7,1%** en 2021. En 2022, le déficit du compte courant s'est creusé davantage pour se situer à **4,9%** du PIB.

La bonne tenue de la balance commerciale reflète le dynamisme observé au niveau des exportations des biens et services, attesté par une progression sensible passant de **28,3% du PIB** en 2020 (dont **28,0% du PIB** du secteur minier) à **40,0% du PIB** en 2021 (**39,6% du PIB** du secteur minier) et à **46,0% du PIB** en 2022 (**45,7% du PIB** du secteur minier).

S'agissant du marché de change, le franc congolais a connu une dépréciation de **5,8%** vis-à-vis de la devise américaine entre 2020 et 2022. Le rythme de cette dépréciation s'est amélioré à partir de 2021 avec un niveau de **1,4%**, puis de **0,8%** en 2021 de suite principalement du volume important des réserves de change constitué par la Banque Centrale du Congo et du strict respect du pacte de stabilité signé entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo.

Quant aux réserves de change, elles ont atteint **708,89 millions de USD** (soit **0,65 mois d'importations** des biens et services sur ressources propres) en 2020, puis **2.751,33 millions de USD** (soit **2,61 mois d'importations** des biens et services sur ressources propres) en 2021 et **4.382,90 millions de USD**, (soit **2,63 mois d'importations** des biens et services sur ressources propres) en 2022.

**Tableau 3 : Evolution récente de quelques indicateurs macroéconomiques 2020-2022**

(en pourcentage, sauf indication contraire)

Indicateurs	2020	2021	2022
Taux de croissance du PIB	1,7	6,2	8,9
Déflateur PIB	7,00	8,05	8,89
Taux d'inflation moyen	10,1	10,6	9,3
Taux d'inflation fin période	15,8	5,4	13,1
Taux de change moyen (CDF/USD)	1 822,4	1 985,9	2 008,9
Taux de change fin période (CDF/USD)	1 971,8	2 000,0	2 016,9
Solde global balance de paiement (en milliards de FC)	-313,3	5 480,9	3 277,0
Solde compte courant (en milliards de FC)	-2 027,0	-1 167,0	-6 504,0
Solde compte de capital et financier (en milliards de FC)	1 395,0	2 031,0	6 162,0

Source : CPCM

### I.1.3. Secteur monétaire

Sur la période sous analyse, le secteur monétaire a évolué dans un environnement principalement marqué par la crise sanitaire de la Covid-19, laquelle a induit des perturbations dans la chaîne de production et dans les exportations du pays, à l'effet d'amenuiser les recettes fiscales et non fiscales de l'Etat entre 2020 et 2021 ne permettant pas les réalisations des agrégats monétaires conformément aux objectifs fixés par le Gouvernement.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont accru de **121,9%** en 2020, de **77,3%** en 2021 et de **9,5%** en 2022. Le crédit net à l'Etat, quant à lui, a connu en 2020 un accroissement de **26,6%**, avant d'augmenter à **136,5%** en 2021 pour chuter à **-49,3%** en 2022.

Par ailleurs, la masse monétaire, elle a évolué de façon positive au cours de la période 2020 à 2022. De **19.255,6 milliards de FC** en 2020, elle a atteint **26.774,5 milliards de FC** en 2021 pour se situer à **20 557,1 milliards de FC** en 2022.

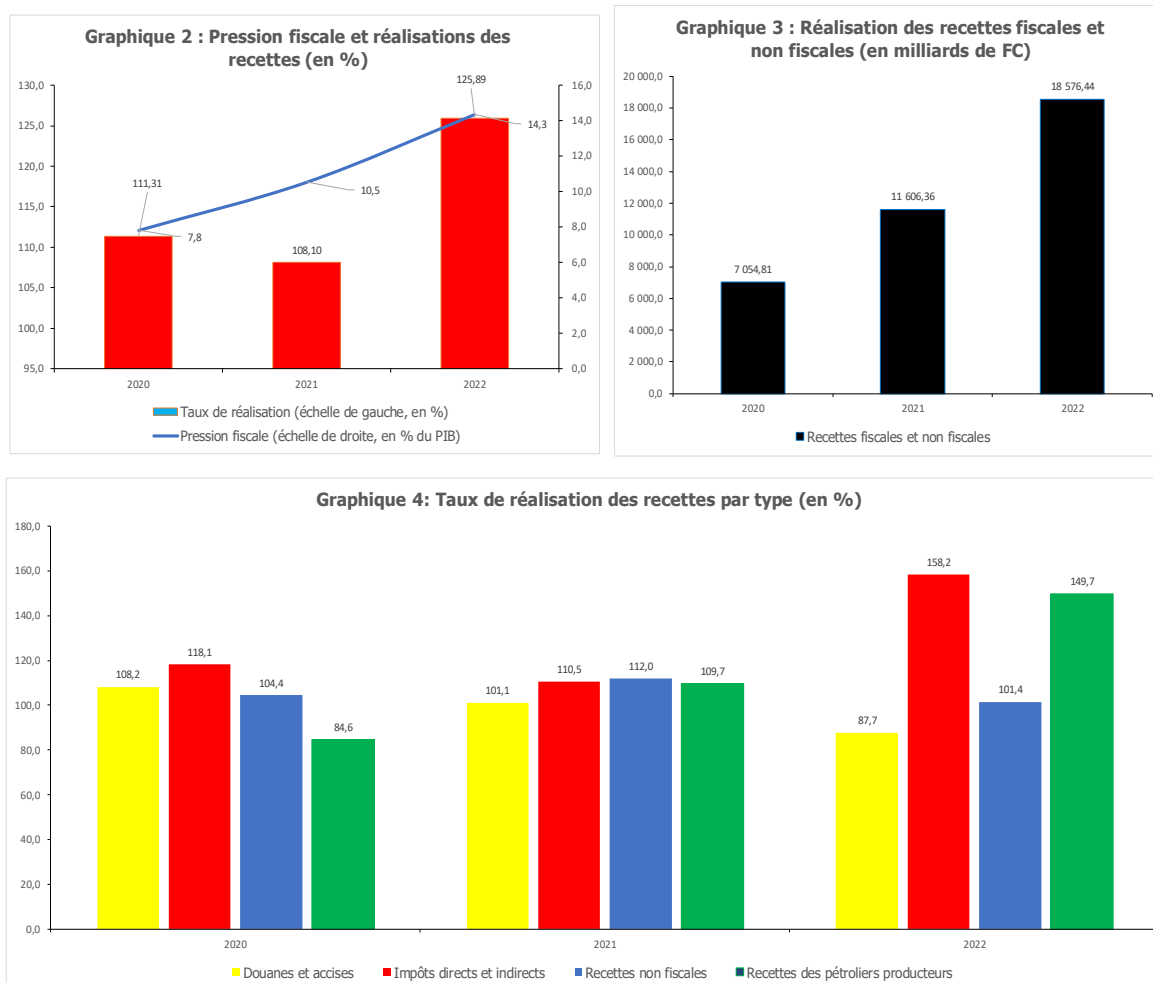
## **I.2 Développement budgétaire récent**

Pendant la période 2020-2022, le niveau des recettes publiques (recettes courantes et dons) s'est amélioré pour se situer respectivement à **9,6%**, **11,7%** et **17,8%** du PIB. En moyenne, elles se sont situées à **13,0%** du PIB. Les dépenses publiques, quant à elles (hors remboursement de la dette extérieure) ont atteint en moyenne **13,6%** du PIB. Globalement, les opérations budgétaires se sont soldées avec un déficit moyen de **1.640,1 milliards de FC**, soit **1,5%** du PIB.

### **I.2.1 Evolution des recettes 2020-2022**

Les recettes du budget général (hors emprunts) se sont situées en moyenne à **12,4%** du PIB sur la période 2020-2022. Partant de **7,8%** en 2020, la pression fiscale s'est améliorée en 2021 et en 2022, pour se situer respectivement à **10,5%** et à **14,3%**, à la faveur notamment du regain de l'activité économique et de l'intensification du contrôle de gestion des finances publiques par l'IGF.

En terme nominal, les recettes fiscales et non fiscales sont passées de **7.054,8 milliards de FC** en 2020, pour se situer à **11.606,4 milliards de FC** en 2021 et à **18.756,4 milliards de FC** en 2022, soit un niveau de réalisation respectif de **111,3%**, **108,4%** et de **125,9%**.



Source : TOFE 2020,2021 et 2022

Quant aux dons, ils se sont situés à **1.621,6 milliards de FC** en 2020, **1.282,3 milliards de FC** en 2021 et **4.510,7 milliards de FC** en 2022. Les niveaux de ces deux dernières années sont tributaires, notamment, des dons reçus du FMI au titre de Facilité de Crédit Rapide, en réponse aux effets de la covid-19, et de Facilité Elargie des Crédits.

### I.2.2 Evolution des dépenses 2020-2022

Entre 2020 et 2022, les dépenses du budget général (hors dette extérieure) ont été exécutées en moyenne à hauteur de **15.874,2 milliards de FC**.

Elles comprennent en grande partie les dépenses courantes qui ont atteint **10.068,8 milliards de FC** entre 2020 et 2022.

Les dépenses de rémunération ont constitué **55,6%** de dépenses courantes et **35,3%** de l'ensemble de dépenses exécutées.

Dans un contexte de grogne socio-professionnel qui a prévalu au cours de la période, elles ont concerné notamment la mécanisation des enseignants non payés et des enseignants nouvelles unités ainsi que la prise en charge des médecins à la prime de risque.

Bien que la structure de dépenses ait été influencée par les dépenses courantes, les dépenses en capital ont enregistré un accroissement pendant la période sous analyse, respectivement de **8,6%** en **2020**, **35,3%** en **2021** et de **185,4%** en 2022, en vue de soutenir la croissance. Ces investissements ont été financés principalement sur ressources extérieures à hauteur de **67,3%**. Les principaux projets sont : la construction des microcentrales hydroélectriques, des centres de santé dans différents territoires et d'un atelier mécanique agricole à Kananga ainsi que la réhabilitation des hôpitaux généraux de référence et centres de santé.

### I.2.3 Evolution du solde budgétaire et du moyen de financement

Au cours de la période 2020-2022, les opérations budgétaires ont été soldées globalement par des déficits. De **-1.073,2 milliards de FC** en 2020, le déficit est chuté à **-250,1 milliards de FC** en 2021, avant de monter à **-3.597,1 milliards de FC** en 2022. Ce solde déficitaire a été financé principalement par les emprunts projets et programmes et par les droits de tirage spéciaux du FMI.

**Tableau 4 : Solde budgétaire et financement**

(en milliards de FC)

Agrégats budgétaires	2020	2021	2022
Recettes fiscales et non fiscales	7 054,8	11 606,4	18 576,4
Dons	1 621,5	1 282,2	4 509,7
Dépenses	9 446,8	12 988,1	25 187,8
Solde intérieur (base caisse)	-711,3	-363,5	-2 623,2
Solde global (base caisse)	-1 073,2	-250,1	-3 597,1
Financement extérieur	877,5	405,5	3 754,1
Amortissement de la dette	-215,5	-508,9	-530,2
Emprunts projets	339,8	775,1	1 830,0
Emprunts programmes	753,2	139,3	256,0
Financement intérieur	301,5	-192,4	2 041,1

Source : TOFE

### I.3 Situation de la dette publique

Au 31 décembre 2022, le stock de la dette publique de l'Administration centrale de la RDC arrêté au 31 décembre 2022 est évalué à **9,5 milliards de USD**, dont **3,4 milliards** de USD de dette intérieure et **5,7 milliards de USD** de dette extérieure, soit respectivement **40,43%** et **59,57%** du stock de la dette. Par rapport à l'encours à fin 2021 de **7,4 milliards de USD**, il s'observe une hausse de l'ordre de **2,1 milliards de USD**, justifiée par la prise en compte au niveau intérieur de la créance BCC sur le Gouvernement et au niveau extérieur par d'importants décaissements effectués notamment par la Banque Mondiale (IDA) et le FMI dans le cadre de la FEC en 2022.

Au 31 décembre 2022, l'encours de la dette extérieure de la RDC est constitué exclusivement de la dette contractée directement par l'Administration centrale représente **59,6%** de la dette publique et **9,5%** du PIB. Il est constitué de la dette courante de **5,5 milliards de USD** et des arriérés techniques de **0,2 milliard de USD**. En termes de créanciers, les plus importants bailleurs de fonds de la RD Congo sont respectivement les institutions multilatérales avec **74,1%**, les partenaires bilatéraux avec **23,1%** et les autres créanciers (commerciaux et autres) avec **2,7%**.

**Tableau 5 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2019 à 2022**

Libellé	31.12.2019		31.12.2020		31.12.2021		31.12.2022	
	USD	CDF	USD	CDF	USD	CDF	USD	CDF
<b>Total Encours</b>	<b>5 641,44</b>	<b>9 437 828,43</b>	<b>6 194,92</b>	<b>12 215 171,75</b>	<b>7 385,02</b>	<b>14 766 767,70</b>	<b>9 499,86</b>	<b>19 150 670,87</b>
<i>Dette extérieure</i>	<i>3 723,53</i>	<i>6 229 267,23</i>	<i>4 249,13</i>	<i>8 378 454,08</i>	<i>4 867,98</i>	<i>9 733 803,00</i>	<i>5 659,32</i>	<i>11 408 565,46</i>
<i>Dette intérieure</i>	<i>1 917,91</i>	<i>3 208 561,20</i>	<i>1 945,79</i>	<i>3 836 717,67</i>	<i>2 517,04</i>	<i>5 032 964,70</i>	<i>3 840,54</i>	<i>7 442 105,41</i>
<b>Total Tirages et Emissions</b>								
	<b>667,45</b>	<b>1 116 608,27</b>	<b>885,21</b>	<b>1 745 461,15</b>	<b>1 192,98</b>	<b>2 385 431,39</b>	<b>1 610,87</b>	<b>3 247 336,40</b>
<i>Dette extérieure</i>	<i>601,22</i>	<i>1 005 809,01</i>	<i>597,76</i>	<i>1 178 665,92</i>	<i>838,51</i>	<i>1 676 648,46</i>	<i>976,13</i>	<i>1 967 770,51</i>
<i>Dette intérieure</i>	<i>66,23</i>	<i>110 799,26</i>	<i>287,45</i>	<i>566 795,23</i>	<i>354,47</i>	<i>708 782,93</i>	<i>634,74</i>	<i>1 279 565,89</i>
<b>Total Service de la dette</b>								
	<b>249,36</b>	<b>417 165,99</b>	<b>453,78</b>	<b>894 765,50</b>	<b>537,69</b>	<b>1 075 141,75</b>	<b>879,95</b>	<b>1 773 894,73</b>
<i>Dette extérieure</i>	<i>228,4</i>	<i>382 101,03</i>	<i>145,88</i>	<i>287 646,86</i>	<i>282,27</i>	<i>564 414,93</i>	<i>333,81</i>	<i>672 924,17</i>
<i>Dette intérieure</i>	<i>20,96</i>	<i>35 064,96</i>	<i>307,9</i>	<i>607 118,64</i>	<i>255,42</i>	<i>510 726,82</i>	<i>546,14</i>	<i>1 100 970,56</i>

Source : Bulletin Statistique de la Dette Publique de la République Démocratique du Congo n° 16/2022, DGDP



## II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Ce chapitre donne un aperçu des perspectives économiques internationales et nationales sous-tendant la programmation budgétaire 2024-2026.

### II.1 Perspectives internationales

Selon les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du Fonds Monétaire International d'avril 2023, la croissance mondiale devrait chuter de **3,4%** en 2022 à **2,8%** en 2023, avant de s'établir à **3,0%** les cinq prochaines années. Cette révision à la baisse de la croissance serait justifiée, notamment, en raison de la guerre en Ukraine et des changements de politiques macroéconomiques opérés par les pays au cours des derniers mois. Ce niveau pourrait ralentir davantage en cas d'extension du conflit au-delà de l'Ukraine et de dégradation du secteur énergétique suite aux sanctions économiques contre la Russie.

Dans les pays avancés, la croissance de l'activité économique s'est située à **2,7%** en 2022, elle devrait se situer à **1,3%** en 2023 et à **1,4%** en 2024. Aux Etats-Unis d'Amérique, la croissance du PIB s'est située à **2,1%** en 2022, elle devrait se situer à **1,6%** en 2023 et à **1,1%** en 2024.

Dans la zone Euro, la croissance devrait se situer à **0,8%** en 2023, après un niveau de **3,5%** en **2022**, % en 2022. Une légère reprise est attendue en 2024 situant la croissance à **1,4%**. Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique connaîtrait une légère embellie en 2024 où elle se situerait à **4,9%** contre **3,9%** prévu en 2023 et **4,0%** réalisée en 2022.

Suivant les mêmes perspectives, l'inflation mondiale devrait diminuer plus lentement qu'attendu, elle devrait se situer **7,0%** en 2023 contre **8,7%** en 2022. En 2024, elle se situerait à **4,9%**.

### II.2 Perspectives nationales

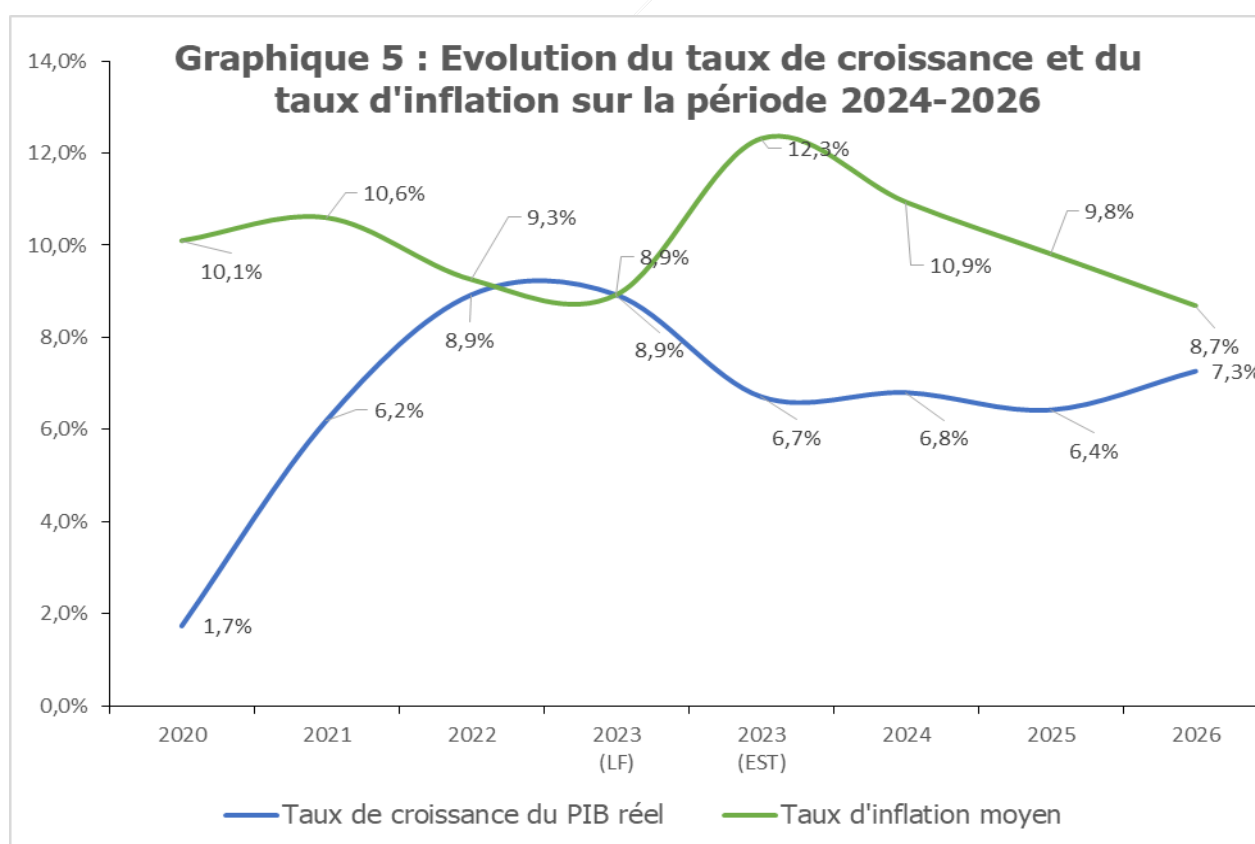
Les perspectives de l'économie congolaise sur la période 2024-2026 devraient se relever dans un contexte marqué par la détérioration des cours des matières premières à moyen terme, ainsi que par la nécessité d'une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire qui devra permettre la maîtrise de l'inflation et l'accroissement des investissements publics.

## II.2.1 Secteur réel

Selon les projections du Comité permanent de cadrage macroéconomique (CPCM), il est attendu, au cours de trois prochaines années, une embellie de l'activité économique. En effet, le taux de croissance se situerait à **6,8%** en moyenne au cours de la période sous analyse contre **5,6%** observé les trois dernières années, soit une augmentation de **1,2 point** de pourcentage.

S'agissant de la formation des prix intérieurs, il est attendu sur la période 2024-2026 une légère décélération de son rythme, sur le court et moyen termes grâce aux mesures des politiques économiques préconisées dans le pacte de stabilité signé entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo, et dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne.

Le taux d'inflation moyen se situerait à **9,8%** sur la période 2024-2026, contre **10,0%** au cours de trois dernières années, soit un ralentissement de **0,2 points** de pourcentage. L'inflation envisagée à fin période se situerait à **9,3%**, en moyenne, contre **11,4%** les trois dernières années.



Le tableau 6 ci-dessous donne des détails sur ces indicateurs macroéconomiques.

**Tableau 6 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2024-2026**

(en pourcentage, sauf indication contraire)

Indicateurs	2020	2021	2022	2023		2024	2025	2026
	Historique	Historique	Historique	LF	Estimation	Projection	Projection	Projection
Taux de croissance du PIB réel	1,7%	6,2%	8,9%	6,7%	6,8%	6,4%	7,3%	7,5%
Déflateur PIB	7,00	8,05	8,86	0,10	9,89	10,59	10,88	11,46
Taux d'inflation moyen	10,1%	10,6%	9,3%	8,9%	12,3%	10,9%	9,8%	8,7%
Taux d'inflation fin période	15,8%	5,3%	13,1%	6,8%	11,5%	10,4%	9,3%	8,1%
PIB nominal (en milliards de CDF)	90 181,1	110 114,7	124 683,2	151 553,4	157 329,7	179 338,3	197 740,8	223 779,1

Source : CPCM, Ministère du Plan, juillet 2023

## II.2.2 Secteur extérieur

Entre 2024 et 2026, le solde global de la balance des paiements projeté devrait se situer à **-579,3 milliards de FC**, représentant **0,3%** du PIB. Cette tendance serait consécutive à la détérioration du compte en capital et financier qui devrait s'estimer en moyenne à **-1.244,7 milliards de FC** au cours de la période.

Au cours de la période 2024-2026, le compte courant devrait connaître un déficit de **3.266,0 milliards de FC** en moyenne. Le mauvais comportement du compte courant sur la période serait tributaire notamment de la baisse des exportations des principales matières premières du pays dont les cours mondiaux seraient en baisse.

Quant aux réserves de change, l'objectif est d'atteindre **6 mois** d'importations, conformément aux critères de convergence. Pour la période 2024-2026, les réserves de change devront se situer en moyenne à **3,0 mois** d'importations des biens et services.

**Tableau 7 : Principaux indicateurs du secteur extérieur 2024-2026**

(en milliards de FC, sauf indication contraire)

Indicateurs	2020	2021	2022*	2023 (LF)	2024	2025	2026
	Historique	Historique	Historique	Projection (LF)	Projection	Projection	Projection
Solde global balance de paiement	-313,3	5 480,9	3 277,0	4 078,4	-1 613,0	-81,0	-44,0
Solde compte courant	-2 027,0	-1 167,0	-6 504,0	-476,5	-3 502,0	-3 103,0	-3 193,0
Solde compte de capital et financier	1 395,0	2 031,0	6 162,0	4 555,0	-376,0	-1 687,0	-1 671,0
Taux change moyen, (CDF/USD)	1 822,4	1 985,9	2 008,9	2 021,9	2 518,3	2 551,3	2 581,8
Taux change fin période (CDF/USD)	1 971,8	2 000,0	2 016,9	2 034,8	2 535,5	2 567,2	2 596,3
Réserves de change (en mois d'importations)	0,77	2,61	2,63	3,98	2,82	2,91	3,00

Source : CPCM, Ministère du Plan

2022\* : Situation provisoire

### II.2.3 Secteur monétaire

Pour la période 2024-2026, le secteur monétaire devrait bien se comporter au cours de la période précitée en vue de permettre la réalisation des agrégats monétaires conformément aux objectifs fixés par le Gouvernement.

A cet effet, les avoirs extérieurs nets devraient évoluer à dents de scie entre 2024 et 2026. Ils devraient se situer à **29.106,0 milliards de FC** en 2024, puis à **33.990,0 milliards de FC** en 2025 avant de baisser à **28.702,0 milliards de FC** en 2026. Le crédit net à l'Etat, quant à lui, connaîtra une évolution positive durant la période sous examen, soit **3.798,0 milliards de FC** en 2024, puis **4.202,0 milliards de FC** en 2025 et **4.955,0 milliards de FC** en 2026.

Par ailleurs, la masse monétaire, devra évoluer de façon positive au cours de la période 2024 à 2026. De **9.049,0 milliards de FC** en 2024, elle devra atteindre **10.882,0 milliards de FC** en 2025 pour se situer à **12.875,0 milliards de FC** en 2026.

**Tableau 8 : Principaux indicateurs du secteur monétaire 2024-2026 (en milliards de FC)**

Indicateurs	2020	2021	2022*	2023	2024	2025	2026
	Historique	Historique	Historique	Projection (LF)	Projection	Projection	Projection
Avoirs extérieurs nets	9 801,9	17 374,8	19 033,3	26 106,8	29 106,0	33 990,0	28 702,0
Crédit net à l'Etat	1 259,3	2 978,0	1 509,7	4 030,6	3 798,0	4 202,0	4 955,0
Masse monétaire (M1)	3 638,7	5 664,8	6 485,5	11 802,7	9 049,0	10 882,0	12 875,0

Source : CPCM, Ministère du Plan et FMI

2022\*situation provisoire

### **III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2024-2026**

Ce chapitre présente l'orientation de la politique budgétaire envisagée sur la période 2024-2026 et les principales actions de politiques sectorielles qui en découlent à mettre en œuvre sur la même période. Les actions retenues s'inscrivent dans la poursuite de celles préconisées dans le programme du gouvernement 2021-2023 et non exécutées à ce jour, celles proposées par les sectoriels lors des travaux de revisitation du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2019-2023, de revue des politiques publiques tenue au mois de mars dernier et des conférences budgétaires de l'exercice 2024 tenues en juillet 2023.

Elles prennent également compte des projets non achevés retenus dans le Programme de Développement Local à la Base de 145 Territoires (PDL-145T).

Le financement de ces politiques appelle principalement à l'élargissement de l'espace budgétaire, lequel devra passer par l'élargissement de l'assiette fiscale et par la poursuite des réformes fiscales et douanières amorcées les dernières années en vue de relever la pression fiscale.

#### **III.1 Politique en matière de dépenses**

Au cours de la période 2024-2026, la politique budgétaire resterait expansionniste, tout en veillant à des niveaux de déficits acceptables pour ne pas obérer la viabilité budgétaire.

Les dépenses publiques devront viser principalement la poursuite du relèvement des défis de développement, le maintien de la paix à l'Est du pays et la résolution des conflits ethniques à l'intérieur du pays ainsi que l'effectivité de la diversification de l'économie.

Une attention devra par ailleurs être focalisée à l'accélération de la réforme des finances publiques visant principalement le basculement vers le budget programme et à la poursuite des opérations électorales. Par ailleurs, sur la période sous analyse, la politique budgétaire veillera à l'orthodoxie dans la gestion des finances publiques ainsi qu'à la qualité, l'efficacité et l'efficience de la dépense publique, particulièrement les dépenses d'investissement.

Dans le cadre de relèvement des défis du développement du pays, la politique budgétaire consistera à poursuivre les grands projets de développement non achevés initiés dans des différents secteurs devant booster la croissance et la création d'emplois.

Il s'agira notamment des projets inscrits dans le PDL-145 qui visent à doter le pays des infrastructures de base, dont les routes de desserte agricole, les stations d'adduction d'eau potable et l'électrification rurale.

A côté de ce programme, un accent sera mis sur le renforcement de la politique de gratuité de l'enseignement primaire par l'amélioration des infrastructures scolaires en vue de hausser le taux de scolarité au primaire, particulièrement dans le milieu rural et sur l'accélération de la mise en œuvre de la couverture santé universelle.

Le maintien de la paix à l'Est du pays devra passer par le renforcement des dépenses sécuritaires en vue d'accroître les moyens logistiques et humains de la Police et de l'Armée par la poursuite du recrutement de nouvelles unités.

Concernant la diversification de l'économie, l'attention sur le secteur de l'Agriculture devra être maintenue au cours de la période 2024-2026 en vue d'assurer la sécurité alimentaire et la réduction de la faim soutenue par la promotion renforcée de l'entrepreneuriat et du tourisme.

Au cours de la période 2024-2026, la réforme des finances publiques visant le basculement vers le budget programme devra être accélérée en vue de permettre la formulation et l'exécution du budget en mode programme dans des secteurs pilotes retenus d'ici 2024.

Par ailleurs, des moyens nécessaires seront mis dans la poursuite du processus électoral à d'autres échelons tel que prévu par le calendrier de la CENI.

Le renforcement de l'orthodoxie dans la gestion des finances publiques devra permettre de dégager des marges budgétaires supplémentaires au profit des dépenses prioritaires, par la poursuite de la gestion sur base caisse, le respect des plafonds budgétaires afin d'éviter le dépassement budgétaire et d'évincer les dépenses d'investissement nécessaires au relèvement des défis du pays ainsi que par le strict respect des outils de programmation infra-annuelle des dépenses lors de l'exécution de celles-ci en cohérence avec le budget.

Dans le même ordre d'idées, la politique de réduction de train de vie des institutions devra maintenue. Les dépenses de rémunération devront être contenues dans une enveloppe acceptable en rationalisant la politique de recrutement et celle de la mise à la retraite des agents et fonctionnaires de l'Etat pour éviter l'accroissement l'enveloppe de rémunération. A cet effet, la programmation budgétaire 2024-2026 inscrit des moyens nécessaires pour la mise à la retraite de 75.000 et 100.000 fonctionnaires respectivement en 2024 et 2025.

### **III.2 Politique en matière des recettes**

L'élargissement de l'espace budgétaire s'avère nécessaire pour le financement des politiques publiques retenues au cours de la période 2024-2026. Celui-ci devra passer par l'amélioration du niveau des recettes domestiques pour accroître la pression fiscale ainsi que par le recours aux dons et à l'emprunt sur le marché financier domestique et international.

La politique fiscale restera orientée vers la poursuite de la mise en œuvre des mesures définies dans le CBMT 2023-2025 non réalisées à ce jour et dans la Loi de finances de l'exercice 2023. Elle devra également consister à la poursuite des réformes fiscales et douanières, de la promotion de la culture fiscale, de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales par l'intensification des contrôles.

De façon spécifique, il s'agira principalement de :

- la finalisation de la signature des accords d'assistance mutuelle avec les principaux pays exportateurs des marchandises vers la RDC (AAMA) en vue de maîtriser l'assiette imposable ;

- l'accélération du processus de digitalisation des procédures fiscales, non fiscales et douanières pour améliorer le recouvrement des recettes par (i) le déploiement du logiciel de gestion de l'impôt (GESIMPOT), (ii) l'extension de l'implémentation de la télé déclaration pour les contribuables relevant des centres des impôts, (iii) la poursuite du déploiement du logiciel de gestion des recettes non fiscales (LOGIRAD) dans le processus d'attribution des passeports, permis de conduire et de la carte de travail pour les étrangers, (iv) l'extension du logiciel GELEC (Gestion Electronique du Contentieux) dans tous les bureaux de douane ;
- la poursuite de la sensibilisation accrue des agents économiques à l'obtention de l'identifiant fiscal unique ;
- la poursuite de la rationalisation du régime des exonérations fiscales et douanières et de la prohibition de celles dérogatoires ;
- la poursuite et l'extension du STDA aux autres produits ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment par : (i) la poursuite de l'identification et la catégorisation des activités informelles, (ii) l'élargissement des assujettis à la TVA (notamment extension de la TVA aux autres impôts synthétiques de la ville de Kinshasa), (iii) la mise en place des caisses enregistreuses ; (iv) la collecte et le reversement de l'IPR des engagés locaux des ambassades, du personnel des agences d'exécution des projets, des institutions politiques et du personnel domestique des ménages de la ville de Kinshasa et (v) l'exigence de déclaration de l'IPR par une personne physique rémunérée mais non liée par un contrat d'entreprise ;
- l'actualisation des taux à percevoir sur les recettes non fiscales par la signature des arrêtés interministériels et l'activation des actes générateurs en vigueur dans les lois de finances.



En matière d'emprunt, le Gouvernement poursuivra sa politique prudentielle d'endettement, en vue de maintenir le stock de la dette dans les limites acceptables et de préserver le risque modéré de surendettement du pays, notamment par la poursuite des prêts concessionnels. Il entend également recourir à la quotité des appuis budgétaires attendus dans le cadre du programme triennal conclu avec le FMI en juillet 2021.

### **III.3 Principales actions sectorielles**

#### **III.3.1 Secteurs productifs et des infrastructures**

##### **III.3.1.1 *Agriculture***

Dans le secteur de l'Agriculture, de l'Élevage et Pêche, il sera question de poursuivre l'autosuffisance et la sécurité alimentaires. Pour ce faire, les actions du secteur devront s'articuler autour de principaux objectifs de développement suivants : (i) restaurer la sécurité alimentaire, (ii) accroître la production végétale, animale et halieutique et (iii) renforcer la contribution de l'agriculture à la croissance économique et à la création d'emplois.

##### **III.3.1.1.1 *Sous-secteur de l'Agriculture***

Les principales actions à mener dans ce sous-secteur sont les suivantes :

- Construction d'infrastructures pour le déploiement de DAIPN à Mbuji Mayi et Lubumbashi ;
- Réhabilitation de la ferme de Nkungisi à Kasangulu ;
- Acquisition des équipements végétaux pour le développement du programme de manioc en RDC ;
- Construction d'un laboratoire agricole des semences (SENASA) ;
- Création des Banques de crédits agricoles et de cadastre agricole (Agraire) ;
- Création d'une Zone Spéciale Agricole par l'implémentation du Programme d'appui au Développement Agroindustriel de Ngandajika (PRODAN) ;
- Acquisition des matériels agricoles modernes pour la relance des centres agricoles ;
- Acquisition des matériels de lutte contre la Chenille Légionnaire d'Automne en RDC ;

- Extension des sites du Programme Volontariste Agricole (PVA) dans les 26 provinces ;
- Construction et amélioration des infrastructures de transformation et de conservation des produits agricoles ;
- Création des centres pilotes de production, de multiplication et de diffusion des géniteurs (Acquisition d'animaux géniteurs et équipements divers) ;
- Appui à l'agriculture familiale par l'acquisition et la distribution des intrants agricoles ;
- Promotion des cultures pérennes porteuses de croissance (Café, Cacao, Huile de palme), des cultures vivrières de base (Maïs, Riz, Manioc...) et des cultures fruitières.

### **III.3.1.1.2 *Sous-secteur de l'Élevage et Pêche***

Les principales actions visées dans ce sous-secteur sont les suivantes :

- Construction des chambres froides pour la conservation des produits des pêches ;
- Acquisition des bateaux de pêche, chalutiers et camions frigorifiques notamment dans les provinces de Kongo central et Tanganyika ;
- Création et/ou réhabilitations des centres d'alevinage ;
- Création et/ou réhabilitations des centres de multiplication et de diffusion des géniteurs ainsi que les incubateurs des parentaux pour les volailles ;
- Réhabilitation des ranches, étangs piscicoles et fermes publiques abandonnés ;
- Construction des infrastructures zoo-sanitaires (laboratoires vétérinaires, cliniques vétérinaires, abattoirs...) ;
- Construction et/ou réhabilitation des infrastructures de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits d'origine animale et halieutique ;
- Acquisition des canots rapides pour la surveillance de la pêche ainsi que les équipements pour la fabrication des aliments des poissons dans les centres d'alevinage dans les 26 provinces.

### **III.3.1.2 *Développement rural***

Pour la période 2024-2026, l'attention dans le secteur du Développement rural devra consister à poursuivre la mise en place des infrastructures socioéconomiques de base en vue de promouvoir le développement des économies rurales en général et de booster l'agriculture et le développement des chaînes de valeur locales en particulier.

A cet effet, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Réhabilitation des centres pilote de traction animal de SWALEMPO au plateau de Bateke ;
- Entretien et réhabilitation des routes de desserte agricole ;
- Construction des forages d'eau de plus ou moins 150 mètres avec pompes intégrées ;
- Aménagement des sources d'eau ;
- Construction des marchés ruraux sur l'étendue du territoire ;
- Acquisition des tracteurs et autres engins agricoles pour les provinces ;
- Conception d'un modèle d'habitat-type et la modernisation de l'habitat en milieu rural ;
- Aménagement des infrastructures d'hydraulique rurale ;
- Electrification rurale des territoires par le système solaire photovoltaïque ;
- Promotion d'investissements et l'amélioration des conditions d'accès au crédit et au financement des activités de production en milieu rural ;
- Accompagnement et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural par la construction des centres des jeunes désœuvrés dans les 145 Territoires ;
- Construction et la réhabilitation des infrastructures sociales de base en milieu rural (écoles, centres hospitaliers, routes et pistes rurales) ;
- Acquisition des radios locales communautaires ;
- Appui à l'entrepreneuriat rural et d'incubateur d'entreprises.

### **III.3.1.3 *Industrie***

L'objectif du Gouvernement dans ce secteur concourt à l'éclosion d'une économie productive, compétitive, diversifiée et pleine, fondée sur la dynamique d'échanges nationaux, sous régionaux, régionaux et internationaux.

La politique du secteur repose sur 3 axes : (i) Améliorer la gouvernance administrative et stratégique du secteur, (ii) faire du Congo un pool économique et Industriel (iii) et développer un potentiel attractif des investissements.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées au cours de la période 2024-2026 :

- Implantation de l'usine de fabrication des panneaux préfabriqués dans la Ville de Kisangani ;
- Implantation d'usines pour le traitement des composantes (lithium, cobalt) et la fabrication des batteries électriques dans la Province du Tanganyika ;
- Structuration et la professionnalisation des producteurs locaux par filières agricoles porteuses ;
- Implantation des zones économiques spéciales, en particulier dans l'Est de la RDC pour contribuer à restaurer une paix durable dans cette partie de la République ;
- Construction d'une usine de fabrication des meubles en bois et d'une usine pilote des emballages biodégradables dans la zone pilote de Maluku ;
- Finalisation et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale, ZLECAF en sigle ;
- Implantation des unités de fabrication des pièces de rechange ;
- Implantation d'une sucrerie à Mushie Pentane ;
- Opérationnalisation de la cimenterie de CIMAIKO ;
- Soutien au secteur privé pour la création des incubateurs dédiés à l'agro-industrie ;
- Appui à la gestion des déchets industriels ;
- Réhabilitation du parc agro-industriel zone Ouest (Bukanga Lonzo) ;
- Mise en route des différents corridors par la DGDCI ;
- Implantation et réhabilitation des unités textiles ;
- Construction d'une usine pilote des emballages biodégradables ;
- Implantation des centres agro-alimentaires pilotes (cap) de Kimpese/Kongo central, Kalemie/Tanganyika, de Goma/Nord Kivu, de Gungu/Kwilu ;
- Implantation des minoteries dans les zones industrielles ;
- Relance des activités de la société MIBA dans le Kasai-Oriental et CINAT au Kongo-Central.

#### **III.3.1.4 *Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises, Artisanat***

Le secteur poursuit l'objectif de faire participer massivement les citoyens congolais de tous les horizons, des milieux urbains que ruraux, à la compétitivité nationale, à travers une trilogie d'appuis déclinés en « 3C », à savoir : (i) « C » comme Capacité ; (ii) « C » comme Crédits et (iii) « C » comme Contrat. Cette trilogie déclinée en trois « C » devrait s'opérationnaliser dans un décor constitué d'un tout autre « C », plus grand, symbolisant le climat des affaires.

Au cours de la période 2024-2026, les principales actions envisagées sont les suivantes :

- Continuité du projet PADEMPR ;
- Constitution d'une banque des données du secteur ;
- Renforcement du cadre institutionnel ;
- Formalisation du secteur informel ;
- Promotion de l'entrepreneuriat national ;
- Création des incubateurs ;
- Promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes par la facilitation de l'accès aux crédits ;
- Incitation à la culture entrepreneuriale pour l'émergence de la classe moyenne congolaise.

#### **III.3.1.5 *Infrastructures et Travaux Publics***

Le Gouvernement s'est fixé comme objectif stratégique pour le secteur des infrastructures le développement d'un système intégré de transport multimodal performant, à travers la densification du réseau routier national et la modernisation des infrastructures.

Au cours de la période 2024-2026, le Gouvernement tient à la poursuite de la construction de nouvelles routes, la réhabilitation des anciennes routes bitumées, le rétablissement du trafic par la réouverture du réseau en terre ainsi que la protection et l'entretien des routes par l'instauration du cantonnement manuel.

De façon spécifique, les projets suivants devront être menés :

- Bitumage de la RN1 tronçon Mbuji-Mayi-Kananga-Kalamba Mbuji, Bukavu-Goma;
- Construction de la route sur le tronçon Kisangani – Niania – Mambasa – Beni ;
- Construction de la route sur le tronçon Bukavu – Lubao ;
- Réhabilitation des artères urbaines des Villes de Bukavu et de Mbuji-Mayi ;
- Bitumage de 5 artères de la voirie de Kinshasa, longues de 12,6 kilomètres (Biangala, Bianda, Croix rouge, chaussée de Kimwenza et route de Kinsenso) ;
- Poursuite de la réhabilitation de la route Centre Commercial des Maraichères et Fermiers (CECOMAF) jusqu'à sa jonction avec la route nationale N°1 ;
- Réhabilitation de la route Kinshasa-Kikwit sur la Route Nationale N°1 ;
- Démarrage des études et travaux relatifs à la construction du Pont Route-Rail entre Kinshasa et Brazzaville ;
- Poursuivre de la réhabilitation de la route partant de Kinsuka-Pompape jusqu'à la Route Nationale N°1 en passant par Malueka ;
- Poursuite de réhabilitation des sections de RN1 qui connectent 11 provinces du pays;
- Réhabilitation de la RN 4, voie du Grand Corridor Nord reliant l'espace nord du Pays pour les connecter à l'Ouganda, par le port de Mombassa au Kenya ;
- Réhabilitation de la RN 3, reliant le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Maniema et la TSHOPO ;
- Réhabilitation de la RN 5 afin de connecter les provinces de Grand Katanga au Maniema et au Sud-Kivu ;
- Aménagement de la route Mbuji-Mayi – Kananga – Kalamba-Mbuji – Cicolondo (frontières avec l'Angola) ;
- Construction d'un poste frontalier conjoint (RDC–Angola) à Kalamba–Mbuji et Shikolondo ;
- Aménagement de 14 artères de la Ville de Kinshasa : aménagement de 5 premières artères sélectionnées (16.800 km) à savoir Sep Congo (6.200 km), Birmanie (5.000 km), Luyeye (1.000 km), Plateau (3.000 km), Prolongement de la rue Croix-Rouge (1.600 km) ;
- Réhabilitation des routes en terre dans toutes les 26 provinces
- Réhabilitation et poursuite des travaux d'asphaltage Kolwezi-Dilolo, Mutshatsha-Kabongo et Mutshatsha-Kolwezi.

### **III.3.1.6 Aménagement du territoire**

Pour le secteur de l'Aménagement du Territoire, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la RDC, le Gouvernement de la République se propose de mener un ensemble d'actions pour garantir un bon aménagement du territoire national afin d'en réduire le manque de centralité et désenclaver ainsi les zones de production ou d'habitation.

De façon spécifique, les principales actions à mener pour la période 2024-2026 sont suivantes :

- Vulgarisation et sensibilisation de la Loi relative à l'Aménagement du Territoire ;
- Conception et rédaction des textes réglementaires en vue d'accompagner l'application de la Loi relative à l'Aménagement du Territoire ;
- Contribution aux études sur le capital forestier de la RDC, en vue de l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire ;
- Contribution aux études du potentiel agricole de la RDC, en vue de l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire ;
- Acquisition des matériels spécifiques, topographiques et accessoires informatiques ;
- Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle en vue de la création d'une école nationale d'Aménagement du Territoire ;
- Création et aménagement de 5 jardins des morts à Kinshasa ;
- Promotion du bien-être des communautés locales, peuples autochtones et pygmées vis-à-vis des ressources naturelles se trouvant sur leurs sites des subsistances ;
- Promotion de la sauvegarde de l'environnement et de la biodiversité.

### **III.3.1.7 Transports**

Dans le secteur des transports, l'action du Gouvernement devra permettre de faciliter le déplacement à l'intérieur du pays, de favoriser l'inclusion sociale et le désenclavement des provinces et territoires, afin de permettre de relier les centres de production agricole aux centres de transformation et de consommation.

Les stratégies et politiques du secteur des transports consistent à doter la RDC d'un système de transport multimodal, interconnecté, fluide, confortable, Sécurisé et développer les infrastructures et équipements des transports adéquats en vue de l'intégration nationale et régionale du développement économique, social et réduction de la pauvreté.

C'est ainsi que, pour la période 2024-2026, il entend intensifier la réhabilitation et la modernisation des infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, fluviales et lacustres en poursuivant les actions suivantes :

### 1) **Dans le sous-secteur routier**

- Acquisition de terrain pour TRANS-ACADEMIA dans les 11 anciennes provinces ;
- Construction des ouvrages d'arts (Ponts, Bacs et Dalots) ;
- Production des permis de conduire biométriques ;
- Poursuite de l'acquisition des bus (Transco et Esprit de vie) pour desservir la Ville-Province de Kinshasa et les autres Provinces.

### 2) **Dans le secteur ferroviaire**

- Réhabilitation du chemin de fer Kisangani-Ubundu ;
- Relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa et à Mongala sur l'axe Aketi-Bumba-Mungbere ;
- Réhabilitation et la modernisation des gares ;
- Réhabilitation des réseaux ferroviaires de la Société Nationale des Chemins de fer du Congo, SNCC en sigle, et de la Société Commerciale des Transports et des Ports, SCTP en sigle.

### 3) **Dans le secteur aérien**

- Réhabilitation et la construction d'aéroports et d'aérodromes, en particulier l'Aéroport de Kavumu.
- Installation des stations météorologiques pour l'Agence Nationale de Météorologie et de Télédétection par Satellite, METTELSAT en sigle.



#### 4) Dans le secteur fluvial, lacustre et maritime

- Construction du port en eaux profondes de Banana ;
- Poursuite du dragage et du balisage des biefs navigables ;
- Réhabilitation et la modernisation du port de Matadi ;
- Réhabilitation du port de Bumba et de Kalundu.

#### III.3.1.8 *Energie*

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'Energie vise l'amélioration de l'accès de la population à l'eau potable et à l'électricité, ce qui devra passer principalement par l'offre des services énergétiques.

Ainsi, au cours de la période 2024-2026, les principales actions envisagées sont les suivantes :

##### 1) Dans le sous-secteur de l'électricité

- Construction des mini centrales solaires ;
- Finalisation et l'opérationnalisation de la maintenance d'INGA I et II ;
- Finalisation du projet Grand Inga ;
- Construction des centrales de taille moyenne et la promotion des énergies renouvelables sur toute l'étendue du territoire national ;
- Finalisation de la construction des centrales de RUZIZI III, KAKOBOLA, KATENDE et ZONGO II ;
- Développement des marchés d'électricité pour la consommation domestique et l'exportation ;
- Electrification des poches noires par la mise en place des cabines ;
- Construction d'une centrale solaire photovoltaïque à Menkao et à Mbandaka.

##### 2) Dans le sous-secteur de l'eau

- Poursuite de la construction, la réhabilitation et la modernisation des réseaux de distribution d'eau ;
- Poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages ;
- Réhabilitation et la création de nouveaux centres de production de l'eau potable dans tous les chefs-lieux de provinces et autres villes secondaires.

### **III.3.1.9 Mines**

Le secteur des mines constitue une clé stratégique pour la croissance économique, en dépit de stratégie de la diversification de l'économie. Le Gouvernement continuera en assurer la bonne gestion et de mettre en valeur, de façon optimale et efficiente, les ressources minières dont regorge le sous-sol de la RDC, au profit de la population, en vue notamment d'accroître les recettes et d'améliorer les conditions sociales et environnementales dans les zones d'exploitation.

Pour la période 2024-2026, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Promotion de l'industrie métallurgique et sidérurgique ;
- Promotion des coopératives minières ;
- Création des comptoirs de vente des minerais aux postes frontaliers, en vue de lutter contre la commercialisation illicite des minerais ;
- Renforcement des mécanismes de traçabilité et des systèmes de certification des substances minérales ;
- Rationalisation de l'industrie minière, partant de l'exploitation à la transformation, conformément au nouveau Code minier, afin de servir de support à l'industrialisation des autres secteurs de l'économie nationale ;
- Relance du centre de retraitement des minerais ;
- Acquisition des équipements et matériels d'exploration et de recherche géologique pour la certification des réserves minières ;
- Construction d'une école de Gemmologie et de taillerie de diamant ;
- Acquisition d'équipements et matériels informatiques et de télécommunications pour la création d'une banque des données du Secteur des Mines ;
- Interconnexion de l'Administration, des Services des Mines, des Banques commerciales et des Régies financières.

### **III.3.1.10 Télécommunications**

L'objectif du Gouvernement dans le secteur des télécommunications est de promouvoir et de développer les nouvelles technologies de l'information et de la communication, tout en renforçant la régulation et le contrôle des opérateurs de télécommunication.

Pour la période 2024-2026, l'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- Interconnexion de toutes les provinces en fibre optique et renforcement des moyens des opérateurs traditionnels (Réseau National de Télécommunication par Satellite, RENATELSAT en sigle, et la Société Commerciale des Postes et des Télécommunications, SCPT en sigle) dans la fourniture des services satellitaires ;
- Implémentation des télécentres communautaires polyvalents sur toute l'étendue du territoire national ;
- Numérisation du système de taxation en ligne des exploits et prestataires de services redevables au Trésor public ;
- Promotion de l'utilisation et vulgarisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (NTIC) au service du désenclavement et de la promotion des activités productives en milieu rural (Services monétaires, transferts d'argent, services des produits météorologiques) ;
- Finalisation de la construction du réseau de base (Backbone) à fibre optique (FO) en vue d'augmenter le taux de pénétration des NTIC et de diminuer le coût de la communication ;
- Acquisition des stations fixes et mobiles de contrôle des fréquences ;
- Modernisation et équipement de la Poste ;
- Redynamisation des agences sur toute l'étendue du territoire national et instauration de la culture des boîtes postales ;
- Poursuite de la mise en œuvre du projet CAB 5 (Programme Régional des réseaux de télécommunication haut débit en Afrique centrale).

### **III.3.1.11 Numérique**

Le Gouvernement poursuit son objectif de faire du secteur de Numérique l'un des secteurs clés concourant à la contribution, à la maximisation des recettes de l'Etat, à la réduction de la fraude fiscale et à la réduction du coulage de recettes.

A cet effet, la stratégie du secteur est axée sur quatre piliers stratégiques, à savoir : (i) Infrastructures, (ii) Contenus, (iii) Usages applicatifs et (iv) Gouvernance - Régulation. Les principales actions y relatives à mener au cours de la période 2024-2026 sont :

- Création d'au moins cinq grands centres des données (data center) neutres (tier-3 Tier-4) dans les centres urbains (Goma, Moanda, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi);
- Conception d'un plan d'aménagement global des infrastructures de support au numérique et l'élaboration de la stratégie nationale large bande ;
- Numérisation de l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) pour un meilleur archivage des données ;
- Construction d'un réseau national de recherche (NREN) interconnectant les universités, les grandes écoles, les institutions de recherche et les services nationaux de documentation et d'archivage ;
- Numérisation et diffusion du patrimoine informationnel, touristique (numérisation de la perception des taxes), culturel et géographique de la RDC ;
- Renforcement de la digitalisation pour la gestion de l'information sanitaire à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, conformément au Plan national de développement de l'informatique de la Santé et au Plan de développement du système national d'information sanitaire ;
- Numérisation du cadastre foncier et des outils de contrôle du secteur du tourisme ;
- Numérisation intégrée de la gestion des finances publiques et d'autres secteurs stratégiques ;
- Alimentation du patrimoine informationnel, des archives numériques et de la mémoire administrative de la RDC en données déclassifiées ;
- Mise en place d'un système national d'informations géographiques ;
- Audit et assurance des systèmes d'informations de l'Etat.

### **III.3.1.12 Environnement et Développement durable**

Les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles touchent davantage les territoires pauvres dépourvus de système de prévention, de gestion et de mitigation des risques climatiques. Ainsi, le Gouvernement, par son programme de développement local entend lutter contre le changement climatique et créer les conditions d'un développement durable. Aussi, le Gouvernement continuera d'œuvrer pour que la RDC retrouve sa place comme deuxième « poumon vert » de la planète et s'aligne favorablement dans le marché des crédits carbone.

Les principales actions à mener au cours de la période 2024-2026 pour permettre l'atteinte de ces objectifs sont :

- Poursuite du programme d'un milliard d'arbres ;
- Réduction des risques des catastrophes et des impacts des risques associés au climat ;
- Identification et dépollution des eaux et des sols contaminés ;
- Renforcement du mécanisme de surveillance des risques sanitaires potentiels liés aux épidémies dues aux maladies sensibles, à la contamination de l'air et aux eaux douces ;
- Promotion du développement durable à travers l'utilisation de l'outil de suivi communautaire des Objectifs de Développement Durable (ODD) et sensibilisation des populations au respect de l'environnement ;
- Renforcement de la lutte antiérosive sur l'ensemble du territoire national, notamment en privilégiant des solutions locales et durables ;
- Protection de la forêt et poursuite du programme de reboisement en vue de bénéficier du crédit carbone ;
- Protection des espèces animales, halieutiques et végétales en voie de disparition et celles migrant vers les pays voisins.

### **III.3.1.13 *Tourisme***

Dans l'optique de rendre le secteur de Tourisme un des leviers de la diversification de l'économie et d'assurer que ce secteur contribue de manière accrue aux finances publiques, le Gouvernement entend poursuivre, pour la période 2024-2026, la mise en œuvre des principales actions ci-après :

- Création des zones de développement et d'expansion touristiques ;
- Identification et diversification des produits touristiques ;
- Création des événements touristiques annuels ;
- Amélioration du cadre légal et institutionnel du secteur du tourisme ;
- Sécurisation, réhabilitation et création des sites touristiques ;
- Promotion des écoles de tourisme et d'hôtellerie ainsi que celle des agences de tourisme ;
- Renforcement des infrastructures d'accueil selon les standards internationaux ;
- Développement de l'agroforesterie dans les sites touristiques et autour des parcs ;
- Acquisition des matériels spécialisés pour la réalisation de la cartographie des sites touristiques de la RDC.

### **III.3.2 *Secteurs sociaux***

#### **III.3.2.1 *Santé***

Dans le secteur de la Santé, le Gouvernement tient à poursuivre son objectif d'améliorer l'accès de la population aux services de santé et à rendre opérationnelle sa politique de Couverture Santé Universelle (CSU). Les actions à mener au cours de la période 2024-2026 devront s'inscrire dans cet objectif.

Il s'agit principalement de :

- Acquisition des équipements médicaux pour l'appui à la gratuité des soins ;
- Acquisition des matériels roulants, équipements et mobiliers pour les structures chargées de la mise en œuvre de CSU ;

- Poursuite des différents travaux de construction et réhabilitation en cours (CS/PDL, morgues, HGR, etc.) ;
- Réhabilitation et construction des infrastructures sanitaires ainsi que la dotation en équipements médicaux, médicaments et des réactifs de laboratoire selon une approche standardisée ;
- Poursuite de lutte contre les épidémies, les grandes endémies et l'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent en réponse au Programme de référence et de demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide ;
- Mise en œuvre de la gratuité de l'accouchement ;
- Subvention des structures d'appui à la CSU ;
- Instauration des régimes d'assurance maladie obligatoire des agents publics de l'Etat, des travailleurs du secteur privé, des élèves et étudiants ;
- Renforcement du système d'alerte et de détection précoce ainsi que celui d'une réponse rapide et adaptée aux urgences sanitaires par un système de santé plus résilient ;
- Acquisition et pré-positionnement des kits et intrants nécessaires pour la prévention, la détection précoce et la riposte prompte aux épidémies ;
- Création d'une unité de toxicovigilance au sein du Centre National de Pharmacovigilance ;
- Mise en place d'un réseau des laboratoires pour la confirmation rapide des épidémies sur l'ensemble du territoire national ;
- Intensification de la promotion de l'hygiène, de la prévention et du contrôle des infections au niveau des formations sanitaires et dans la communauté.

### **III.3.2.2 *Education***

### **III.3.2.3 *Enseignement Primaire, Secondaire et Technique***

Pour la période 2024-2026, le Gouvernement poursuivra dans le sous-secteur de l'EPST l'objectif de garantir l'accès à l'éducation de base à tous les enfants, en vue d'augmenter le niveau de scolarité particulièrement au primaire. A cet effet, la mise en œuvre de la politique de gratuité de l'enseignement primaire devra se poursuivre au cours de la période considérée. Par ailleurs, il envisage de combler le gap numérique dans le système éducatif entre les élèves des grands centres urbains et ceux des milieux ruraux et périurbains.

Les principales actions à mettre en œuvre devront concerner :

- Modernisation et informatisation du système de gestion des établissements scolaires ;
- Construction et équipement de nouvelles écoles maternelles, primaires et secondaires dans toutes les provinces ;
- Réhabilitation des écoles primaires et secondaires ;
- Poursuite l'amélioration des conditions sociales et salariales du personnel enseignant et des frais de fonctionnement des écoles ;
- Promotion d'un système éducatif inclusif et de qualité ;
- Mise en place des systèmes de suivi et d'assurance qualité, notamment par la promotion d'un environnement éducatif propice à l'apprentissage ;
- Recrutement et mécanisation des enseignants qualifiés ;
- Prise en charge de l'éducation des enfants dans les zones des conflits, des personnes vulnérables et des déplacés internes ;
- Modernisation et création des écoles techniques.

### **III.3.2.4 *Enseignement Supérieur et Universitaire***

Dans le sous-secteur de l'ESU, le Gouvernement entend poursuivre la construction, la réhabilitation et la modernisation des établissements d'enseignement supérieur et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.



Pour les trois prochaines années, il envisage mettre en œuvre les principales actions suivantes :

- Construction et réhabilitation des infrastructures universitaires (auditoires, homes, laboratoires, bibliothèques, bureaux administratifs) à l'ISTM Kisantu (Kongo Central), à l'Université de Kikwit (Kwilu), à l'ISP Karawa (Nord-Ubangi), l'ISTM-Kikwit (Kwango), à l'ISAM (Kinshasa), à l'UNILU (Haut Katanga), et à l'ISP/Mbandaka (Equateur) ;
- Poursuite de l'amélioration progressive des conditions sociales et salariales du personnel académique, administratif, scientifique, technique et ouvrier ;
- Institution du corps des inspecteurs de l'ESU pour un contrôle permanent de la qualité des enseignements dans les établissements de l'ESU ;
- Mise à disposition de moyens pour faciliter la production des syllabus ;
- Modernisation et informatisation du système de gestion des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire.

### **III.3.2.5 Recherche scientifique**

Pour la période 2024-2026, le Gouvernement compte mettre en œuvre dans ce secteur les principales actions ci-après :

- Construction de l'immeuble du centre national de télédétection (avec l'appui de la JICA) ;
- Construction des infrastructures des institutions de recherche ciblées (CREN-K, CRSAPR, CRMD/ MATADI) ;
- Construction d'un centre de conférence internationale au CGEA ;
- Construction d'un centre multi-diagnostic de radiothérapie en RDC ;
- Réhabilitation des bâtiments abritant des Centres institutions et Services de Recherches ciblés (CRSN, CRRS/Bdd, IGC/Kisangani) ;
- Réhabilitation de l'INERA (YANGAMBI, MVUAZI, MULUNGU, NGANDADJIKA) ;
- Réhabilitation de l'IRS (LWIRO) ;
- Acquisition des équipements de l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG) pour la surveillance des volcans actifs de la région de Virunga ;

- Acquisition des équipements technico-scientifiques et de laboratoires des institutions de recherche ciblées (CRH/Uvira, CRSN/Lwiro, CRG, CRGM, CREF / Mabali, INERA, IGC, IRSS, CRAA/Lushi, CRSAT) ;
- Promotion des filières de recherche en technologie et en sciences de l'ingénierie ;
- Création, réhabilitation et appui des instituts des recherches agronomiques ;
- Création d'un fonds d'appui à la recherche.

### **III.3.2.6 Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)**

La volonté du Gouvernement consiste à faire de la formation professionnelle l'un des leviers de croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la reconstruction du pays au moyen de la production des compétences. A cet effet, pour la période 2024-2026, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Construction des infrastructures pour les divisions provinciales ;
- Construction et réhabilitation des écoles techniques et professionnelles, ainsi que des centres de formation professionnelle dans les 26 provinces ;
- Dotation des écoles et centres de formation professionnelle en équipements et matériels adéquats dans les 30 provinces éducationnelles ;
- Construction des sièges de Chambres d'Arts et Métiers ;
- Acquisition des kits à l'auto-emploi ;
- Initiation d'une série de programmes de formation technique et professionnelle en faveur des jeunes non diplômés et implication de ces derniers dans les différents travaux de reconstruction du pays ;
- Création des centres de formation et des écoles professionnelles, en vue de d'assurer la formation et la conversion de la jeunesse sans qualification en une main d'œuvre utile ;
- Mise en place d'un programme visant la mise à niveau, diversification et développement de l'offre de formation professionnelle, y compris l'entrepreneuriat sur toute l'étendue du territoire national ;
- Acquisition des matériels et équipements technologiques modernes.

### **III.3.2.7 Affaires sociales**

Dans le secteur des Affaires sociales, l'action du Gouvernement vise à lutter contre la marginalisation sociale et mettre en place une politique d'accompagnement et d'assistance sociale des personnes démunies, vulnérables et vivant avec handicap. A cet effet, pour la période 2024-2026, il entend mener les principales actions suivantes afférentes à cet objectif. Il s'agit de (du) :

- Construction et réhabilitation des centres de promotion sociale et autres infrastructures sociales offrant les prestations sociales aux groupes vulnérables y compris les personnes vivant avec handicap à travers l'ensemble du pays (centres d'actions sociales, centres d'hébergement transitoires des enfants abandonnés, hospices des vieillards, etc.) ;
- Réhabilitation de 20 Centres de Promotion Sociale (Kinshasa, Kongo-Central, Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tshopo, Equateur, Kwilu, Kwango, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Sud-Kivu, Mai- Ndombe, Tshuapa) ;
- Acquisition d'équipement des centres de promotion sociale organisant la formation professionnelle du MINAS ;
- Construction de 6 Centres de prise en charge transitoire des enfants victimes d'abus, exploitation économique et violences (enfants de la rue, enfants en conflits avec la loi, etc.) ;
- Acquisition des équipements pour les Centres de Promotion Sociales ;
- Appui à la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation, de rattrapage scolaire et d'apprentissage professionnel ;
- Appui à la mise en œuvre du projet des filets sociaux de protection sociale des groupes vulnérables ;
- Acquisition des matériels et équipements pour la prise en charge des personnes vulnérables au sein des unités et services spécialisés du MINAS (SENAMES, CASI, CFMA, CENAPHI) ;
- Réhabilitation des bâtiments abritant les INTS (Kikwit, Goma et Kindu) et quelques services centraux (DSG, DAS, DISPE) ;

- Renforcement des infrastructures sociales de prise en charge des personnes vulnérables ;
- Mise en place des mécanismes fonctionnels de protection sociale en faveur des ménages et personnes en situation d'extrême pauvreté.

### **III.3.2.8    *Fonction publique***

Au cours de la période 2024-2026, les actions à mener dans le secteur de la Fonction publique devront permettre la poursuite de la modernisation de l'administration publique. Il s'agit des actions suivantes :

- Poursuite de la mise à la retraite des agents de carrière des services publics de l'Etat ;
- Constitution du fichier de référence de l'Administration publique et identification biométrique des agents certifiés ;
- Poursuite du déploiement du fichier de référence de l'Administration publique dans les 25 provinces ;
- Poursuite de la mécanisation des agents de carrière de services publics de l'Etat, également les médecins au Ministère de la Santé publique, des enseignants des Ministères de l'EPST, FPAM et de l'ESU ainsi que des Magistrats et agents de Pouvoir judiciaire.

### **III.3.2.9    *Genre et Famille***

Dans ce secteur, le Gouvernement vise l'autonomisation de la femme ainsi que la promotion des droits de l'enfant et de la jeunesse. A cet effet, pour la période 2024-2026, il prévoit mettre en œuvre les principales actions suivantes :

- Construction des Centres Intégrés des Services Multisectoriels ;
- Acquisition d'équipements et mobiliers de bureau des Centres Intégrés des Services Multisectoriels « CISM » ;
- Appui à la base des données sociales pour la collecte, le traitement et l'exploitation des indicateurs statistiques Genre en vue de publier l'Annuaire statistique Genre ;

- Facilitation de l'octroi des microcrédits (Mutuelles d'épargne et institutions de microfinance) aux femmes et aux jeunes pour le financement de leurs initiatives entrepreneuriales ;
- Facilitation de l'accès au foncier agricole pour les femmes et les jeunes producteurs ruraux ;
- Création des incubateurs en faveur des femmes et des jeunes, en vue de soutenir la création d'emplois en leur faveur ;
- Réhabilitation des infrastructures abritant les institutions de la jeunesse ;
- Création d'un réseau national des jeunes entrepreneurs en vue de promouvoir les échanges entre eux et de rendre visibles leurs initiatives ;
- Octroi des facilités médicales pour les traitements spécifiques en faveur de la femme et de l'enfant ;
- Intensification de la lutte contre les violences faites à la femme, notamment par le lancement de la campagne « tolérance zéro » contre les violences basées sur le genre ;
- Installation des centres d'écoute dans les établissements scolaires et universitaires pour assister les victimes des harcèlements et des violences sexuelles.

### **III.3.2.10 Sports**

Dans le secteur des Sports, il est prévu au cours de la période 2024-2026 de poursuivre la construction, la réhabilitation et la modernisation des stades ainsi que la création des centres de formation sportive sur toute l'étendue de la République.

Les actions spécifiques à mener dans le cadre de cette ambition au cours de la période 2024-2026 :

- Poursuite de la rénovation et la modernisation des stades (Lumumba à Matadi, Kalemie à Tanganyka, Kibassa Maliba à Lumbumbashi, Lumumba à Kisangani, Unité de Goma ainsi que Kashala Bonzola à Mbuji Mayi) ;
- Construction des cercles récréatifs des loisirs ;
- Construction d'une piscine olympique ;

- Poursuite de la construction des stades municipaux dans la ville de Kinshasa et dans d'autres villes ;
- Erection des centres sportifs omnisports dans chaque territoire pour la formation théorique et pratique des jeunes ;
- Promotion et développement des activités sportives dans les écoles et universités ;
- Appui au mouvement sportif.

### **III.3.2.11 Culture et Arts**

Dans le secteur de Culture et Arts, le Gouvernement poursuit son objectif de rendre ce secteur un vecteur de l'épanouissement de la population. Les principales actions suivantes seront menées au cours de la période 2024-2026. Il s'agit de (du) :

- Construction des Musées de référence dans les 145 territoires du pays;
- Construction des Bibliothèques de proximité moderne ;
- Construction d'une école de la rumba ;
- Création des centres culturels ;
- Acquisition d'équipements appropriés pour le cinéma, les studios d'enregistrement, la sculpture et les outils d'imprimerie du livre ;
- Promotion des œuvres cinématographiques congolaises sur les médias internationaux et sur le web ;
- Protection des œuvres culturelles à l'ère du numérique ;
- Création d'un centre stratégique de la culture éthique nationale ;
- Création d'une académie pour l'apprentissage, la promotion et la protection des langues nationales ;
- Rapatriement du patrimoine congolais datant de la colonisation Belge.

### **III.3.3 Secteur de souveraineté**

#### **III.3.3.1 Défense nationale**

Le pays se trouve confronté à d'énormes défis sécuritaires à la fois internes et externes, notamment les rébellions, les groupes armés, les sécessions et le terrorisme dont les conséquences traversent, voire transgressent les frontières.

A cet effet, le Gouvernement a résolu dans le secteur de la Défense de définir des stratégies visant à imposer la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Celle-ci est basée notamment à la mise en œuvre d'un plan de réforme de l'Armée décliné dans le trinôme FEC (Formation-Equipement-Casernement) dont l'idéal est de rendre les Forces Armées du pays une Armée républicaine, professionnelle, moderne, crédible et dissuasive.

Ainsi, pour la période 2024-2026 et suivant la Loi de programmation militaire 2022-2025, les principales actions à mener sont les suivantes :

- L'éradication des groupes armés opérant dans le pays, plus particulièrement à l'Est ;
- La création des unités d'élites bien formées et bien équipées ;
- L'établissement d'une administration militaire dans les zones en proie à l'insécurité ;
- La mise à la retraite des militaires ayant atteint la limite d'âge, dans le respect de leurs droits sociaux (dégagement des militaires retraités qui émargent encore dans le cadre d'actifs) ;
- La réhabilitation, la construction et/ou la délocalisation des quartiers généraux, des camps, des casernes, des dispensaires et des formations médicales pour les militaires ;
- L'amélioration progressive de la solde allouée aux militaires ;
- La relève et le reconditionnement des unités ayant trop duré au front opérationnel.

### **III.3.3.2    *Sécurité intérieure***

Pour la période 2024-2026, le Gouvernement entend poursuivre ses actions visant la sécurisation des personnes et de leurs biens à travers l'ensemble du territoire national. Il s'agit principalement de :

#### **a) Au niveau de la Police Nationale Congolaise**

- Amélioration de la gouvernance sécuritaire par l'installation des comités locaux de sécurité (CLS) dans la partie Est du pays ;

- Construction de l'académie de la PNC ;
- Dotation de la Police Nationale d'équipements et de moyens appropriés ;
- Construction, réhabilitation ou la délocalisation des quartiers généraux, des camps, des casernes et la formation médicale pour les policiers ;
- Poursuite de la réforme de la PNC ;
- Poursuite du recrutement des policiers ;
- Poursuite du processus de mise en retraite des policiers ;
- Amélioration des conditions socio-professionnelles des policiers (solde, logement, allocation familiale, prise en charge, médicale et funéraires, etc.) ;
- Poursuite de la construction des commissariats et de la mise en place de la Police de proximité (PDP) structurée pour accompagner et appuyer le programme de développement local PDL 145 territoires ;
- Acquisition du logiciel et impression des nouvelles cartes biométriques pour tous les policiers ;
- Construction des bâtiments distincts abritant l'administration centrale, les Pools et les Inspections provinciales et antennes de Kinshasa ;
- Eradication des poches d'insécurité des groupes armés, du banditisme urbain (phénomène Kuluna à travers toute l'étendue du territoire national) et du conflit Teke-Yaka.

#### **b) Au niveau de la Direction Générale de Migration (DGM)**

- Identification et contrôle du séjour des étrangers ainsi que le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- Informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- Renforcement des moyens logistiques et sécurisation de l'outil de travail par la bio-métrisation des visas en lieu et place du cachet humide, et par des laissez-passer individuels sécurisés ;
- Acquisition et construction des bâtiments ;



- Déploiement du personnel de la Direction Générale de Migration dans les représentations diplomatiques de la RDC ;
- Uniformisation des visas dans toutes les missions diplomatiques ;
- Construction des antennes dans les nouvelles provinces démembrées.

**c) Pour l'Agence Nationale de Renseignement (ANR)**

- Poursuite des travaux de réhabilitation de la polyclinique de Kintambo;
- Formation des agents anti-terrorisme et renforcement des mécanismes de gestion et de sécurisation des frontières ;
- Réhabilitation du département de la sécurité intérieure ;
- Acquisition d'équipements de transport ;
- Acquisition d'équipements Télé, Fax, Radio et Cellulaire ;
- Réhabilitation et réfection d'ouvrages ;
- Acquisition d'équipements médicaux, de communication, d'outils informatiques et de matériels de transport ;
- Renforcement des capacités des agents de l'ANR en matière de prévention des risques ou des crimes ;
- Réorganisation et renforcement des mécanismes de gestion et de sécurisation des frontières.

**d) Concernant le Conseil National de Sécurité**

- Poursuite du recueil d'informations sur le terrorisme ;
- Prise en charge des réseaux criminels et mafieux ;
- Evaluation des foyers de tensions et de l'extrémisme violent ;
- Déploiement des unités opérationnelles sur les théâtres des opérations ;
- Implantation des antennes au niveau des provinces ;
- Création d'un service public de protection civile et de gestion des catastrophes.

### **III.3.3.3 *Justice et Pouvoir judiciaire***

En ce qui concerne la Justice et le Pouvoir Judiciaire, pour la période 2024-2026, le Gouvernement entend moderniser les juridictions et les conditions carcérales ainsi que poursuivre la lutte contre la corruption et les crimes économiques.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées au cours de la période :

- Formation, déploiement et mécanisation de 5000 magistrats civils et militaires recrutés ;
- Prise en compte d'une caisse de secours pour soins de santé et funéraires des magistrats ;
- Poursuite de l'installation de nouvelles juridictions administratives en provinces ;
- Numérisation des services judiciaires et pénitentiaires ;
- Construction du bâtiment abritant la Direction Générale de la Brigade Antifraude ;
- Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures pénitentiaires (prisons centrales de Matadi, Kananga, Kisangani, Tshuapa, Boma etc.) et judiciaires (palais de justice, tribunaux pour enfant, établissements de garde et éducation de l'état).

### **III.3.3.4 *Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)***

En ce qui concerne la CENI, les moyens nécessaires sont mis à la disposition de cette dernière en vue de :

- la poursuite des opérations électorales à d'autres échelons, conformément au calendrier y relatif ;
- la relance et la modernisation des imprimeries acquises en 2005 ;
- l'érection des bâtiments devant abriter les bureaux administratifs et entrepôts pour 13 antennes en province.

## IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2024-2026

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2024-2026, qui résulte de la prise en compte des objectifs macroéconomiques 2024-2026 et des politiques publiques et budgétaires préconisées sur la période telles que résumées au point III du présent document.

### IV.1 Evolution prévisionnelle des dépenses

La programmation budgétaire 2024-2026 situe les dépenses totales à **150.888,0 milliards de FC**, soit **46.402,9 milliards de FC** en 2024, **50.025,5 milliards de FC** en 2025 et **54.459,6 milliards de FC** en 2026, comme le montre le tableau 9 ci-après.

Les dépenses du Pouvoir Central se situeraient à **131.554,5 milliards de FC** sur la période, soit **43.851,5 milliards de FC** l'an. Celles des Provinces et des ETD se situeraient respectivement à **18.611,8 milliards de FC** et à **721,7 milliards de FC**.

**Tableau 9 : Dépenses totales (emplois) par niveau de gouvernance de 2024-2026**

(en milliards de FC)

Niveau de Pouvoir	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024 - 2026	Moyenne 2024 - 2026
	Historique	LF	Projection	Projection	Projection		
Pouvoir Central	22 253,0	32 456,8	40 463,6	43 586,9	47 504,0	131 554,5	43 851,5
Provinces	5 051,2	5 357,7	5 717,4	6 198,3	6 696,1	18 611,8	6 203,9
Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	189,3	204,3	222,0	240,3	259,4	721,7	240,6
<b>Total</b>	<b>27 493,4</b>	<b>38 018,7</b>	<b>46 402,9</b>	<b>50 025,5</b>	<b>54 459,6</b>	<b>150 888,0</b>	<b>50 296,0</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

#### IV.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central

##### a) Evolution des dépenses du Pouvoir Central par fonction

Les détails relatifs aux dépenses par fonction sont repris dans le tableau 10 ci-dessous.

**Tableau 10.A Allocation des dépenses par fonction (en % du total)**

en TOTAL %		2023	2024	2025	2026
Code	FONCTION				
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	19,7	26,8	25,7	25,3
2	DEFENSE	7,1	7,0	7,0	6,9
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	3,4	5,8	5,9	6,1
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	26,9	22,1	22,3	21,9
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0,8	0,9	0,9	1,0
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	13,3	1,6	1,6	1,7
7	SANTE	9,2	14,5	15,0	15,3
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	0,7	0,8	0,8	0,8
9	ENSEIGNEMENT	17,1	18,4	18,6	18,8
10	PROTECTION SOCIALE	1,9	2,1	2,2	2,2
	<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 10.B : Dépenses par fonction de 2024-2026 (en % du PIB)**

En %PIB					
Code	FONCTION	2023	2024	2025	2026
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	4,3	5,5	5,1	4,8
2	DEFENSE	1,6	1,4	1,4	1,3
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0,7	1,2	1,2	1,2
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	5,9	4,5	4,4	4,2
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0,2	0,2	0,2	0,2
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	2,5	0,3	0,3	0,3
7	SANTE	2	3,0	3,0	2,9
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	0,2	0,2	0,2	0,1
9	ENSEIGNEMENT	3,7	3,8	3,7	3,6
10	PROTECTION SOCIALE	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>TOTAL</b>		<b>21,5</b>	<b>20,3</b>	<b>19,9</b>	<b>19,1</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

## b) Evolution des dépenses par nature

Comme le montre le tableau 11 ci-après, les dépenses totales cumulées du Pouvoir Central (y compris amortissement de la dette extérieure) se situeraient à **131.554,5 milliards de FC** sur la période 2024-2026, dont **118.535,4 milliards de FC** du budget général.

**Tableau 11.A : Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2024 à 2026**

(en milliards de FC)

Pilier	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024 - 2026	Moyenne 2024 - 2026
	Historique	LF	Projection	Projection	Projection		
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>20 408,3</b>	<b>30 299,6</b>	<b>36 469,5</b>	<b>39 251,9</b>	<b>42 814,0</b>	<b>118 535,4</b>	<b>39 511,8</b>
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>12 304,0</b>	<b>17 457,1</b>	<b>17 702,6</b>	<b>20 797,9</b>	<b>22 894,1</b>	<b>61 394,7</b>	<b>20 464,9</b>
Dette publique	955,8	1 006,9	1 446,9	1 545,4	1 700,8	4 693,0	1 564,3
Frais financiers	261,4	630,6	220,2	329,6	420,9	970,7	323,6
Remuneration	6 176,0	7 130,0	8 015,0	9 137,2	10 070,1	27 222,3	9 074,1
Fonctionnement	2 705,1	4 112,6	3 747,6	4 346,4	4 719,3	12 813,3	4 271,1
Transfertetinterventiondel'Etat	2 205,6	4 577,0	4 273,0	5 439,4	5 983,1	15 695,4	5 231,8
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>7 254,4</b>	<b>11 618,5</b>	<b>17 896,9</b>	<b>17 516,1</b>	<b>18 927,9</b>	<b>54 340,9</b>	<b>18 113,6</b>
sur ressources propres	4 480,0	6 659,2	6 450,5	8 747,7	11 670,4	26 868,6	8 956,2
sur ressourcesexterieures	2 774,3	4 959,4	11 446,4	8 768,4	7 257,5	27 472,3	9 157,4
<b>DEPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>850,0</b>	<b>1 224,0</b>	<b>870,0</b>	<b>937,9</b>	<b>992,0</b>	<b>2 799,8</b>	<b>933,3</b>
<b>C. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>410,0</b>	<b>541,9</b>	<b>705,4</b>	<b>774,6</b>	<b>841,9</b>	<b>2 322,0</b>	<b>774,0</b>
<b>D. COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 434,7</b>	<b>1 615,2</b>	<b>3 288,7</b>	<b>3 560,4</b>	<b>3 848,1</b>	<b>10 697,1</b>	<b>3 565,7</b>
<b>DEPENSES POUVOIR CENTRAL</b>	<b>22 253,0</b>	<b>32 456,8</b>	<b>40 463,6</b>	<b>43 586,9</b>	<b>47 504,0</b>	<b>131 554,5</b>	<b>43 851,5</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 11.B : Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2024 à 2026**

(en pourcentage)

Pilier	2023			2024			2025			2026		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>93,4</b>	<b>48,5</b>	<b>134,7</b>	<b>90,1</b>	<b>20,4</b>	<b>154,1</b>	<b>90,1</b>	<b>7,6</b>	<b>137,3</b>	<b>90,1</b>	<b>9,1</b>	<b>127,4</b>
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>53,8</b>	<b>41,9</b>	<b>77,6</b>	<b>43,7</b>	<b>1,4</b>	<b>74,8</b>	<b>47,7</b>	<b>17,5</b>	<b>72,8</b>	<b>46,7</b>	<b>10,1</b>	<b>68,1</b>
Dettes publiques	3,1	5,3	4,5	3,6	43,7	6,1	3,5	6,8	5,4	3,6	10,1	5,1
Frais financiers	1,9	141,3	2,8	0,5	-65,1	0,9	0,8	49,7	1,2	0,9	27,7	1,3
Rémunération	22,0	15,4	31,7	19,8	12,4	33,9	21,0	14,0	32,0	21,2	10,2	30,0
Fonctionnement	12,7	52,0	18,3	9,3	-8,9	15,8	10,0	16,0	15,2	9,9	8,6	14,0
Transfert et intervention de l'Etat	14,1	107,5	20,4	10,6	-6,6	18,1	12,5	27,3	19,0	12,6	10,0	17,8
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>35,8</b>	<b>60,2</b>	<b>51,7</b>	<b>44,2</b>	<b>54,0</b>	<b>75,6</b>	<b>40,2</b>	<b>-2,1</b>	<b>61,3</b>	<b>39,8</b>	<b>8,1</b>	<b>56,3</b>
sur ressources propres	20,5	48,6	29,6	15,9	-3,1	27,3	20,1	35,6	30,6	24,6	33,4	34,7
sur ressources extérieures	15,3	78,8	22,1	28,3	130,8	48,4	20,1	-23,4	30,7	15,3	-17,2	21,6
<b>DEPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>3,8</b>	<b>44,0</b>	<b>5,4</b>	<b>2,2</b>	<b>-28,9</b>	<b>3,7</b>	<b>2,2</b>	<b>7,8</b>	<b>3,3</b>	<b>2,1</b>	<b>5,8</b>	<b>3,0</b>
<b>C. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>1,7</b>	<b>32,2</b>	<b>2,4</b>	<b>1,7</b>	<b>30,2</b>	<b>3,0</b>	<b>1,8</b>	<b>9,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,8</b>	<b>8,7</b>	<b>2,5</b>
<b>D. COMPTES SPECIAUX</b>	<b>5,0</b>	<b>12,6</b>	<b>7,2</b>	<b>8,1</b>	<b>103,6</b>	<b>13,9</b>	<b>8,2</b>	<b>8,3</b>	<b>12,5</b>	<b>8,1</b>	<b>8,1</b>	<b>11,5</b>
<b>DEPENSES POUVOIR CENTRAL</b>	<b>100,0</b>	<b>45,9</b>	<b>144,3</b>	<b>100,0</b>	<b>24,7</b>	<b>171,0</b>	<b>100,0</b>	<b>7,7</b>	<b>152,5</b>	<b>100,0</b>	<b>9,0</b>	<b>141,4</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Les dépenses courantes se situeraient à **61.394,7 milliards** de FC sur la période, soit une moyenne annuelle de **20.464,9 milliards de FC**. Ces dépenses devront couvrir principalement la rémunération, qui devra accroître de **12,2%** l'an en vue de poursuivre la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base, en termes notamment de mécanisation des enseignants. Cette enveloppe de rémunération représenterait **4,5%** du PIB sur la période 2024-2026.

Quant aux dépenses de fonctionnement, l'augmentation globale de **5,2%** l'an et de **11,8%** en ce qui concerne le fonctionnement des ministères est dictée par le souci d'améliorer notamment les dépenses de fonctionnement de principaux secteurs liés à la pacification du pays. En terme nominal, les dépenses de fonctionnement passeraient de **3.747,6 milliards de FC** en 2024 à **4.719,3 milliards de FC** en 2026.

Les dépenses en capital devront être orientées principalement vers les secteurs sociaux et porteurs de croissance, en vue de contribuer à relever le défi de développement du Pays. Il s'agira notamment des secteurs de la Santé, de l'Education et de l'Agriculture.

Les dépenses en capital représenteraient **9,0%** l'an du PIB sur la période. En terme nominal, elles devraient se situer à **54.340,9 milliards de FC** sur la période et à **17.896,9 milliards de FC** en 2024.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux connaîtraient des accroissements respectifs de **16,2%** et de **40,0%** l'an sur la période de 2024-2026.

#### IV.1.2 Evolution des dépenses des Provinces

La projection des dépenses de provinces se fonde sur les prévisions y relatives de l'exercice 2020 prolongées de la tendance à politique inchangée. Elles sont estimées à **18.611,8 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **6.203,9 milliards de FC**.

Elles sont composées des dépenses du Budget général de **18.007,1 milliards de FC** et des dépenses des Budgets annexes de **604,7 milliards de FC**. En 2024, elles se situeraient à **5.717,4 milliards de FC**.

Ces dépenses sont contenues dans le tableau 12 ci-dessous qui renseigne sur leur évolution au cours de la période 2024-2026. Il en résulte que les dépenses en capital des Provinces se situeraient à **3.384,7 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle. Les dépenses courantes quant à elles, se situeraient en moyenne à **2.617,6 milliards de FC**. Les détails des prévisions de dépenses par province sont repris en annexe I du présent document.

**Tableau 12.A : Evolution des dépenses des provinces de 2024-2026**

(en milliards de FC)								
Pilier	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024 - 2026	Moyenne 2024 - 2026
	<i>Historique</i>	<i>Historique</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>		
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>1 060,7</b>	<b>4 899,1</b>	<b>5 192,1</b>	<b>5 533,7</b>	<b>5 996,6</b>	<b>6 476,9</b>	<b>18 007,1</b>	<b>6 002,4</b>
Dépenses courantes	122,1	2 234,1	2 234,1	2 385,7	2 619,7	2 847,3	7 852,7	2 617,6
Dépenses en capital	938,6	2 665,0	2 958,0	3 148,0	3 376,8	3 629,6	10 154,4	3 384,8
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>79,8</b>	<b>152,0</b>	<b>165,6</b>	<b>183,7</b>	<b>201,7</b>	<b>219,3</b>	<b>604,7</b>	<b>201,6</b>
<b>TOTAL DEPENSES PROVINCES</b>	<b>1 140,5</b>	<b>5 051,2</b>	<b>5 357,7</b>	<b>5 717,4</b>	<b>6 198,3</b>	<b>6 696,1</b>	<b>18 611,8</b>	<b>6 203,9</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 12.B : Evolution des dépenses des provinces de 2024-2026**

(en pourcentage)

Pilier	2023			2024			2025			2026		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>96,9</b>	<b>6,0</b>	<b>100,0</b>	<b>96,8</b>	<b>6,6</b>	<b>113,9</b>	<b>96,7</b>	<b>8,4</b>	<b>113,9</b>	<b>96,7</b>	<b>8,0</b>	<b>113,8</b>
Dépenses courantes	41,7	0,0	43,0	41,7	6,8	49,1	42,3	9,8	49,7	42,5	8,7	50,0
Dépenses en capital	55,2	11,0	57,0	55,1	6,4	64,8	54,5	7,3	64,1	54,2	7,5	63,8
<b>BUDGETS ANNEXES</b>	<b>3,1</b>	<b>8,9</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>10,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>9,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>8,7</b>	<b>3,9</b>
<b>TOTAL DEPENSES PROVINCES</b>	<b>100,0</b>	<b>6,1</b>	<b>103,2</b>	<b>100,0</b>	<b>6,7</b>	<b>117,7</b>	<b>100,0</b>	<b>8,4</b>	<b>117,7</b>	<b>100,0</b>	<b>8,0</b>	<b>117,7</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

#### IV.1.3 Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées

La projection des dépenses des ETD sur la période 2024-2026, résulte d'une prolongation de la tendance, à politique inchangée, des résultats de la consolidation budgétaire effectuée en 2014.

Ces dépenses totales se situeraient à **721,7 milliards de FC** au cours de la période 2024-2026, à raison de **222,0 milliards de FC** en 2024, **240,0 milliards de FC** en 2025 et **259,4 milliards de FC** en 2026.

Les dépenses courantes se situeraient à **95,5 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle et celles en capital à **145,1 milliards de FC**.

Le tableau 13 ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2024 à 2026.

**Tableau 13.A : Evolution des dépenses des ETD de 2024-2026**

(en milliards de FC)

Pilier	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024-2026	Moyenne 2024-2026
	Historique	Historique	Projection	Projection	Projection	Projection		
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>106,6</b>	<b>189,3</b>	<b>204,3</b>	<b>222,0</b>	<b>240,3</b>	<b>259,4</b>	<b>721,7</b>	<b>240,6</b>
Dépenses courantes	67,4	71,1	77,5	87,0	95,6	103,9	286,5	95,5
Dépenses en capital	39,2	118,1	126,8	134,9	144,7	155,5	435,2	145,1
<b>TOTAL DEPENSES ETDs</b>	<b>106,6</b>	<b>189,3</b>	<b>204,3</b>	<b>222,0</b>	<b>240,3</b>	<b>259,4</b>	<b>721,7</b>	<b>240,6</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 13.B : Evolution des dépenses des ETD de 2024-2026**

(en pourcentage)

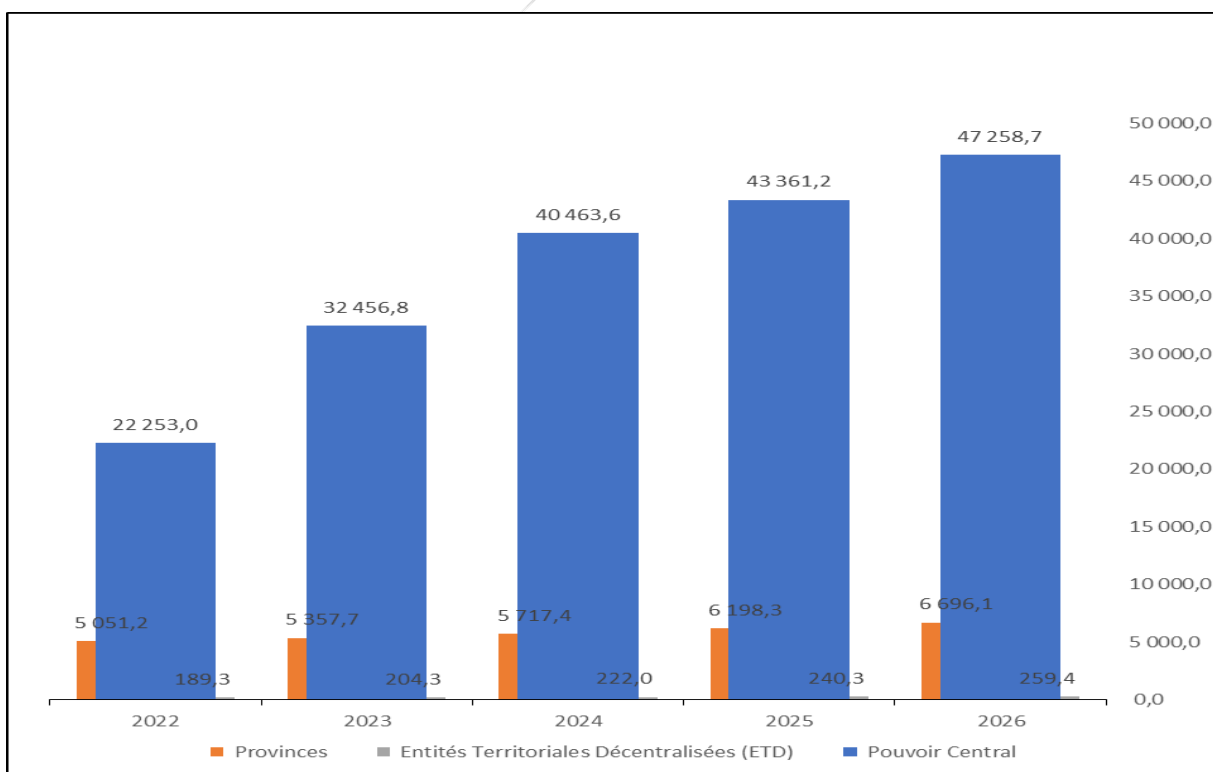
Pilier	2023			2024			2025			2025		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>100,0</b>	<b>7,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>8,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>8,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>8,0</b>	<b>100,0</b>
Dépenses courantes	37,9	9,0	37,9	39,2	12,3	39,2	39,8	9,8	39,8	40,0	8,7	40,0
Dépenses en capital	62,1	7,4	62,1	60,8	6,4	60,8	60,2	7,3	60,2	60,0	7,5	60,0
<b>TOTAL DEPENSES ETDs</b>	<b>100,0</b>	<b>7,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>8,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>8,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>8,0</b>	<b>100,0</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

## IV.2 Evolution prévisionnelle des recettes

Au cours de la période 2024-2026, les recettes totales (y compris les emprunts) se situeraient à **150.405,9 milliards de FC**, à raison de **131.072,4 milliards de FC** pour le Pouvoir Central, **18.611,4 milliards de FC** pour les Provinces et **721,7 milliards de FC** pour les ETD, soit une moyenne annuelle de **44.508,3 milliards de FC**.

L'évolution de ces recettes sur la période de 2024-2026 est illustrée dans le graphique 06 ci-après.

**Graphique 06: Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2024 à 2026**

Source : DGPPB, Ministère du Budget.



#### IV.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central

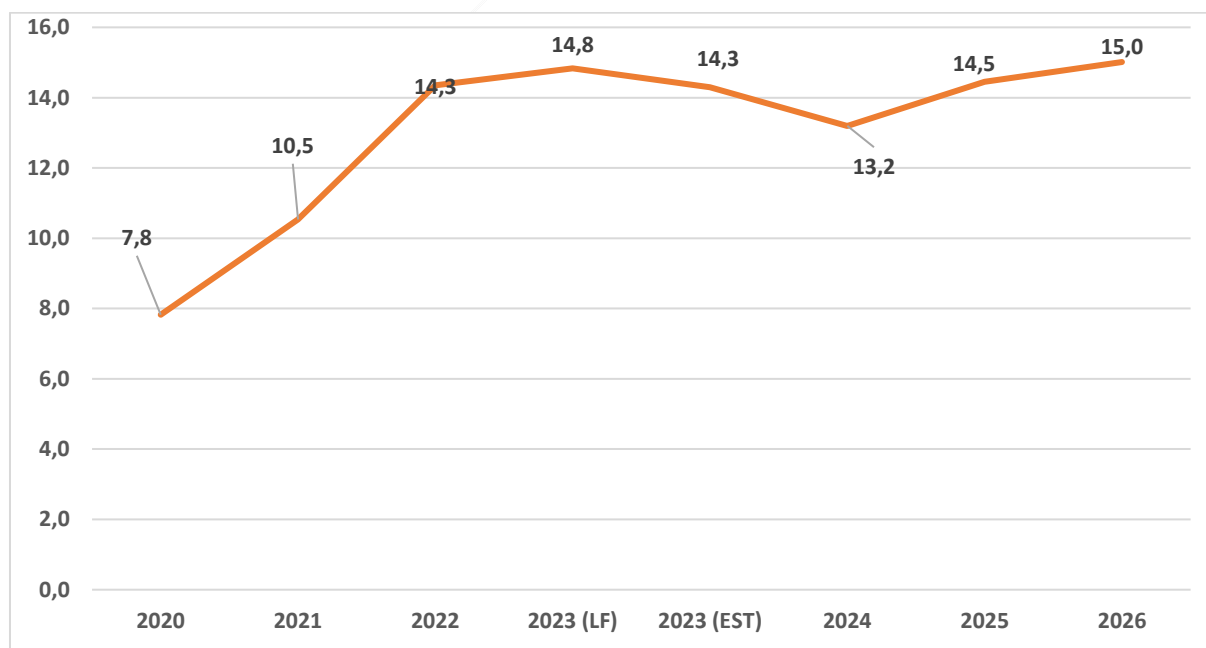
Au cours de la période 2024-2026, les recettes du Pouvoir Central (y compris les emprunts et dons) se situeraient à **131.083,5 milliards de FC**, dont **117.116,2 milliards FC** des recettes du Budget général, **2.322,0 milliards de FC** des budgets annexes et **10.697,1 milliards de FC** des comptes spéciaux.

La mise en œuvre de la politique fiscale et douanière préconisée sur la période permettrait un croisement des recettes fiscales et non fiscales de **14,5%** l'an sur la période et situerait la pression fiscale à **14,3%**. Cette politique fiscale et douanière consisterait notamment à poursuivre les réformes amorcées, élargir la taille des assujettis à certains impôts directs et à poursuivre le contrôle de gestion.

Outre les recettes internes, le financement des politiques publiques préconisées sur la période 2024-2026 serait couvert par les dons attendus des partenaires au développement estimés à **18.252,7 milliards de FC** sur la période.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement en moyenne **774,0 milliards de FC** et à **3.565,7 milliards de FC** sur la période 2024-2026.

**Graphique 07 : Pression fiscale : Historique et projections**



Source : DGPPB/BUDGET sur base des données CPCM

**Tableau 14.A : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2024 à 2026 (hors emprunts)**

Pilier	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024-2026	Moyenne 2024 - 2026
	Historique	LF	Projection	Projection	Projection		
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>18 130,1</b>	<b>24 557,4</b>	<b>31 394,0</b>	<b>33 843,0</b>	<b>38 860,1</b>	<b>104 097,1</b>	<b>34 699,0</b>
<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>15 649,6</b>	<b>22 486,5</b>	<b>23 668,4</b>	<b>28 579,4</b>	<b>33 596,5</b>	<b>85 844,3</b>	<b>28 614,8</b>
Recettes des douanes et accises	4 844,9	4 949,5	5 789,0	7 108,5	8 659,7	21 557,2	7 185,7
Recettes des impôts	7 566,8	13 389,6	13 572,4	16 258,9	19 156,6	48 988,0	16 329,3
Recettes non fiscales	2 826,9	3 532,0	3 682,9	4 467,1	4 861,2	13 011,1	4 337,0
Recettes des pétroliers producteurs	411,0	615,4	624,1	744,9	918,9	2 288,0	762,7
<b>DONS</b>	<b>2 480,5</b>	<b>2 070,9</b>	<b>7 725,5</b>	<b>5 263,6</b>	<b>5 263,6</b>	<b>18 252,7</b>	<b>6 084,2</b>
Dons budgétaires	650,1	1 038,5	206,1	0,0	0,0	206,1	68,7
Dons projets	1 830,4	1 032,4	7 519,4	5 263,6	5 263,6	18 046,6	6 015,5
<b>C. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>435,0</b>	<b>541,9</b>	<b>705,4</b>	<b>774,6</b>	<b>841,9</b>	<b>2 322,0</b>	<b>774,0</b>
<b>D. COMPTES SPECIAUX</b>	<b>1 522,4</b>	<b>1 615,2</b>	<b>3 288,7</b>	<b>3 560,4</b>	<b>3 848,1</b>	<b>10 697,1</b>	<b>3 565,7</b>
<b>RECETTES POUVOIR CENTRAL</b>	<b>20 087,5</b>	<b>26 714,6</b>	<b>35 388,1</b>	<b>38 178,0</b>	<b>43 550,1</b>	<b>117 116,2</b>	<b>39 038,7</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 14.B : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2024 à 2026**

Pilier	2023			2024			2025			2026		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>91,9</b>	<b>35,5</b>	<b>109,2</b>	<b>88,7</b>	<b>27,8</b>	<b>132,6</b>	<b>88,6</b>	<b>7,8</b>	<b>118,4</b>	<b>89,2</b>	<b>14,8</b>	<b>115,7</b>
<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>84,2</b>	<b>43,7</b>	<b>100,0</b>	<b>66,9</b>	<b>5,3</b>	<b>100,0</b>	<b>74,9</b>	<b>20,7</b>	<b>100,0</b>	<b>77,1</b>	<b>17,6</b>	<b>100,0</b>
Recettes des douanes et accises	18,5	2,2	22,0	16,4	17,0	24,5	18,6	22,8	24,9	19,9	21,8	25,8
Recettes des impôts	50,1	77,0	59,5	38,4	1,4	57,3	42,6	19,8	56,9	44,0	17,8	57,0
Recettes non fiscales	13,2	24,9	15,7	10,4	4,3	15,6	11,7	21,3	15,6	11,2	8,8	14,5
Recettes des pétroliers producteurs	2,3	49,7	2,7	1,8	1,4	2,6	2,0	19,4	2,6	2,1	23,4	2,7
<b>DONS</b>	<b>7,8</b>	<b>-16,5</b>	<b>9,2</b>	<b>21,8</b>	<b>273,0</b>	<b>32,6</b>	<b>13,8</b>	<b>-31,9</b>	<b>18,4</b>	<b>12,1</b>	<b>0,0</b>	<b>15,7</b>
Dons budgétaires	3,9	59,7	4,6	0,6	-80,2	0,9	0,0	-100,0	0,0	0,0		0,0
Dons projets	3,9	-43,6	4,6	21,2	628,3	31,8	13,8	-30,0	18,4	12,1	0,0	15,7
<b>C. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>2,0</b>	<b>24,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>30,2</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>9,8</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>8,7</b>	<b>2,5</b>
<b>D. COMPTES SPECIAUX</b>	<b>6,0</b>	<b>6,1</b>	<b>7,2</b>	<b>9,3</b>	<b>103,6</b>	<b>13,9</b>	<b>9,3</b>	<b>8,3</b>	<b>12,5</b>	<b>8,8</b>	<b>8,1</b>	<b>11,5</b>
<b>RECETTES POUVOIR CENTRAL</b>	<b>100,0</b>	<b>33,0</b>	<b>118,8</b>	<b>100,0</b>	<b>32,5</b>	<b>149,5</b>	<b>100,0</b>	<b>7,9</b>	<b>133,6</b>	<b>100,0</b>	<b>14,1</b>	<b>129,6</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

## IV.2.2 Evolution des recettes des provinces

Les recettes totales des Provinces projetées pendant la période 2024-2026 se situent à **18.611,8 milliards de FC** et **5.717,4 milliards de FC** en 2024. Elles ont été projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes.

Les recettes spécifiques et d'intérêt commun, comme renseignées aux tableaux 15 ci-dessous, se situeraient respectivement à **8.872,9 milliards de FC** et **6.939,9 milliards de FC** sur la période 2024-2026, soit une moyenne annuelle respective de **2.957,6 milliards de FC** et **2.313,3 milliards de FC** avec des accroissements moyens de **8,1%** et **7,1%** l'an.

**Tableau 15.A : Evolution des recettes des provinces de 2024 à 2026**

Pilier	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024 - 2026	Moyenne 2024 - 2026
	Historique	Projection	Projection	Projection	Projection		
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>4 899,0</b>	<b>5 192,0</b>	<b>5 533,7</b>	<b>5 996,6</b>	<b>6 476,9</b>	<b>18 007,1</b>	<b>6 002,4</b>
<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>4 271,2</b>	<b>4 564,2</b>	<b>4 857,4</b>	<b>5 266,2</b>	<b>5 689,2</b>	<b>15 812,8</b>	<b>5 270,9</b>
Recettes spécifiques aux provinces	2 376,8	2 542,6	2 706,0	2 958,3	3 208,6	8 872,9	2 957,6
Recettes d'intérêt commun	1 894,4	2 021,6	2 151,5	2 307,9	2 480,6	6 939,9	2 313,3
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>627,8</b>	<b>627,8</b>	<b>676,2</b>	<b>730,4</b>	<b>787,7</b>	<b>2 194,3</b>	<b>731,4</b>
Recettes exceptionnelles	450,2	450,2	479,2	514,0	552,5	1 545,6	515,2
Recettes extérieures (Dons)	177,6	177,6	197,1	216,4	235,2	648,7	216,2
<b>B. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>152,0</b>	<b>165,6</b>	<b>183,7</b>	<b>201,7</b>	<b>219,3</b>	<b>604,7</b>	<b>201,6</b>
<b>RECETTES DE PROVINCES</b>	<b>5 051,0</b>	<b>5 357,6</b>	<b>5 717,4</b>	<b>6 198,3</b>	<b>6 696,1</b>	<b>18 611,8</b>	<b>6 203,9</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

**Tableau 15.B : Evolution des recettes des provinces de 2024 à 2026**

(en pourcentage)

Pilier	2023			2024			2025			2026		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>96,9</b>	<b>6,0</b>	<b>113,8</b>	<b>96,8</b>	<b>6,6</b>	<b>113,9</b>	<b>96,7</b>	<b>8,4</b>	<b>113,9</b>	<b>96,7</b>	<b>8,0</b>	<b>113,8</b>
<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>85,2</b>	<b>6,9</b>	<b>100,0</b>	<b>85,0</b>	<b>6,4</b>	<b>100,0</b>	<b>85,0</b>	<b>8,4</b>	<b>100,0</b>	<b>85,0</b>	<b>8,0</b>	<b>100,0</b>
Recettes spécifiques aux provinces	47,5	7,0	55,7	47,3	6,4	55,7	47,7	9,3	56,2	47,9	8,5	56,4
Recettes d'intérêt commun	37,7	6,7	44,3	37,6	6,4	44,3	37,2	7,3	43,8	37,0	7,5	43,6
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>11,7</b>	<b>0,0</b>	<b>13,8</b>	<b>11,8</b>	<b>7,7</b>	<b>13,9</b>	<b>11,8</b>	<b>8,0</b>	<b>13,9</b>	<b>11,8</b>	<b>7,8</b>	<b>13,8</b>
Recettes exceptionnelles	8,4	0,0	9,9	8,4	6,4	9,9	8,3	7,3	9,8	8,3	7,5	9,7
Recettes extérieures (Dons)	3,3	0,0	3,9	3,4	11,0	4,1	3,5	9,8	4,1	3,5	8,7	4,1
<b>B. BUDGETS ANNEXES</b>	<b>3,1</b>	<b>8,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>10,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>9,8</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>8,7</b>	<b>3,9</b>
<b>RECETTES DE PROVINCES</b>	<b>100,0</b>	<b>6,1</b>	<b>117,4</b>	<b>100,0</b>	<b>6,7</b>	<b>117,7</b>	<b>100,0</b>	<b>8,4</b>	<b>117,7</b>	<b>100,0</b>	<b>8,0</b>	<b>117,7</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

### IV.2.3 Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées

Projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes, les recettes des ETD constituées des recettes spécifiques, se situeraient à **721,7 milliards de FC** pendant la période 2024-2026, soit une moyenne de **240,6 milliards de FC**, comme l'indique le tableau 16 ci-dessous.

**Tableau 16 : Evolution des recettes des ETD de 2024 à 2026**

(en milliards de FC)

Pilier	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2024 - 2026	Moyenne 2024 - 2026
	Historique	Projection	Projection	Projection	Projection		
<b>A. BUDGET GENERAL</b>	<b>189,3</b>	<b>204,3</b>	<b>222,0</b>	<b>240,3</b>	<b>259,4</b>	<b>721,7</b>	<b>240,6</b>
<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>189,3</b>	<b>204,3</b>	<b>222,0</b>	<b>240,3</b>	<b>259,4</b>	<b>721,7</b>	<b>240,6</b>
Recettes spécifiques aux ETD	189,3	204,3	222,0	240,3	259,4	721,7	240,6
<b>RECETTES DES ETD</b>	<b>189,3</b>	<b>204,3</b>	<b>222,0</b>	<b>240,3</b>	<b>259,4</b>	<b>721,7</b>	<b>240,6</b>

Source : DGPPB, Ministère du Budget

### IV.3 Evolution du solde budgétaire et de son financement

L'évolution des recettes et des dépenses de 2024 à 2026 dégage un solde global négatif de **12.476,6 milliards de FC** imputable au Pouvoir Central. En 2024, ce solde est de **- 4.632,8 milliards de FC**. Il sera financé par les emprunts (projets et programmes) à lever auprès des partenaires multi et bilatéraux, les obligations du trésor et les appuis budgétaires.

Le tableau 17 ci-après donne plus de détails sur l'évolution du solde et de son financement sur la période sous analyse.

**Tableau 17 : Evolution du solde et du financement de 2024 à 2026**

Niveau de pouvoir	2023	2024	2025	2026	Total 2024 - 2026
	LF	Projection	Projection	Projection	
<b>POUVOIR CENTRAL (TOTAL)</b>	<b>32 456,8</b>	<b>40 463,6</b>	<b>43 586,9</b>	<b>47 504,0</b>	<b>131 554,5</b>
Dépenses (hors dette extérieure)	31 768,4	40 020,9	42 844,9	46 727,0	129 592,8
Recettes (hors emprunts)	27 125,0	35 388,1	38 178,0	43 550,1	117 116,2
Dons	1 363,3	7 725,5	5 263,6	5 263,6	18 252,7
Solde intérieur (Base caisse)	-1 984,7	-824,0	-958,1	-916,0	-2 698,1
Solde global (Base caisse)	-4 643,4	-4 632,8	-4 666,8	-3 176,9	-12 476,6
<b>Financement</b>	<b>5 053,8</b>	<b>4 632,8</b>	<b>4 441,1</b>	<b>2 931,6</b>	<b>12 005,5</b>
Obligation du Trésor	300,0	881,4	967,9	993,9	2 843,2
Allocations DTS	410,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts (Programme et Projets)	5 031,8	4 194,1	4 215,3	2 714,7	11 124,1
Amortissement de la dette	-688,4	-442,7	-742,0	-777,0	-1 961,8
Gap de financement à rechercher	410,5	0,0	-225,7	-245,3	
Ratio Solde intérieur (Base caisse) en %	-1,3	-0,5	-0,5	-0,4	
Ratio solde global (Base caisse)/PIB en %	-3,1	-2,6	-2,4	-1,4	
<b>PROVINCES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>0,0</b>
Dépenses	5 357,7	5 717,4	6 198,3	6 696,1	18 611,8
Recettes	5 357,7	5 717,4	6 198,3	6 696,1	18 611,8
Solde Provinces	0,0	0,0	0,0		0,0
<b>ETD</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>0,0</b>
Dépenses	204,3	222,0	240,3	259,4	721,7
Recettes	204,3	222,0	240,3	259,4	721,7
Solde ETD	0,0	0,0	0,0		0,0

Source : DGPPB, Ministère du Budget

#### **IV.4 Cadre des dépenses à moyen terme central**

Le CDMT central 2024-2026 qui effectue l'allocation des ressources aux différents secteurs du Pouvoir Central est repris en annexe II. Il convient de mentionner que ces allocations devront alimenter les premières tendances de cadres des dépenses des sectoriels sur la période 2024-2026 et leurs différents projets annuels de performance 2024.

## V. COMPARAISON CBMT 2024-2026 ET CBMT 2023-2025

### V.1 Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2023-2025 bouclé

La programmation budgétaire 2023-2025 bouclé après promulgation de la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023, situait les recettes courantes à **15,5%** du PIB en moyenne. Elle réajustait les prévisions de l'année 2023 du Cadre budgétaire à moyen terme 2023-2025 ayant accompagné le projet de loi de finances 2023 au Parlement en fonction des évolutions enregistrées jusqu'à la promulgation de la Loi de finances de l'exercice 2023.

Son élaboration procédait de l'esprit des articles 3 de la LOFIP et 24 du Décret n°22/37 du 29 octobre 2022 portant gouvernance budgétaire ainsi que par souci de se conformer aux bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques.

Elle dégagait un solde négatif global de **13.911,5 milliards de FC** imputable au Pouvoir Central. Ce solde représentait **3,3%** du PIB en 2023, **2,6%** en 2024 du PIB et **2,5%**, en 2025 comme l'indique le tableau 18 ci-dessous :

**Tableau 18 : CBMT 2023-2025**

(en milliards de FC)				
Niveau de pouvoir	2023	2024	2025	Total 2023 - 2025
	LF 2023	Projection	Projection	
<b>POUVOIR CENTRAL (TOTAL)</b>	<b>32 456,8</b>	<b>34 327,0</b>	<b>37 794,9</b>	<b>104 578,7</b>
Dépenses (hors dette extérieure)	31 768,4	33 733,8	37 233,7	102 736,0
Recettes (hors emprunts)	26 714,6	29 383,8	32 726,2	88 824,5
Dons	1 363,3	1 220,8	1 280,4	3 864,5
Solde intérieur (Base caisse)	-1 984,7	-334,4	-349,2	-2 668,3
Solde global (Base caisse)	-5 053,8	-4 350,1	-4 507,6	-13 911,5
Financement	5 053,8	4 350,1	4 507,6	13 911,5
Obligation du Trésor	300,0	300,0	300,0	900,0
Allocations DTS	410,5	0,0	0,0	410,5
Emprunts (Programme et Projets)	5 031,8	4 643,3	4 768,8	14 443,8
Amortissement de la dette	-688,4	-593,2	-561,2	-1 842,8
Gap de financement à rechercher	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio Solde intérieur (Base caisse) en %	-1,3	-0,2	-0,2	-1,7
Ratio solde global (Base caisse)/PIB en %	-3,3	-2,6	-2,5	-8,4
<b>PROVINCES</b>	-	-	-	<b>0,0</b>
Dépenses	5 357,7	5 766,9	6 140,4	17 265,0
Recettes	5 357,7	5 766,9	6 140,4	17 265,0
Solde Provinces	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>ETD</b>	-	-	-	<b>0,0</b>
Dépenses	204,3	219,1	235,3	658,7
Recettes	204,3	219,1	235,3	658,7
Solde ETD	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGPPB, Ministère du Budget

## V.2 Analyse des écarts CBMT 2024-2026/2023-2025

L'analyse comparative du CBMT 2024-2026 et du CBMT 2023-2025 porte essentiellement sur leurs projections de 2024 et de 2025.

Le cadre macroéconomique qui sous-tend la programmation budgétaire 2024-2026 situe l'activité économique à **7,1%** en moyenne, alors que la programmation budgétaire 2023-2025 était postulée sur base d'une activité économique de **6,9%** l'an, soit un accroissement de **0,2** point de pourcentage.

### V.2.1 Analyse des recettes

Le tableau 19 ci-dessous renseigne sur les écarts entre les projections des recettes des années 2023 et 2024 contenues dans le CBMT 2024-2026 et CBMT 2023-2025.

Il en ressort notamment une augmentation des recettes (hors emprunts) projetées en 2024 de **20,4%** dans la programmation budgétaire 2024-2026 par rapport à la programmation précédente. Celles projetées en 2025 accusent un accroissement de **33,1%**.

### V.2.2 Analyse des dépenses

Les dépenses (hors dette) en 2024 projetées dans le CBMT 2024-2026 accusent un accroissement de **18,6%** par rapport à celles du CBMT 2023-2025. En 2025, renseignent un accroissement de **25,5%** par rapport à celles du CBMT 2023-2025.

**Tableau 19 : Ecart recettes et dépenses entre le CBMT 2023-2025 et le CBMT 2024-2026**

(en milliards de FC)

Niveau de pouvoir	2023	2024			2025		
	LF	CBMT * 2023-2025	CBMT 2024-2026	Variation (%)	CBMT 2023-2025	CBMT 2024-2026	Variation (%)
<b>POUVOIR CENTRAL (TOTAL)</b>	<b>32 456,8</b>	<b>34 327,0</b>	<b>40 463,6</b>	<b>17,9</b>	<b>37 794,9</b>	<b>47 504,0</b>	<b>25,7</b>
Dépenses (hors dette extérieure)	31 768,4	33 733,8	40 020,9	18,6	37 233,7	46 727,0	25,5
Recettes (hors emprunts)	27 125,0	29 383,8	35 388,1	20,4	32 726,2	43 550,1	33,1
Dons	1 363,3	1 220,8	7 725,5	532,8	1 280,4	5 263,6	311,1
Solde intérieur (Base caisse)	-1 984,7	-334,4	-824,0		-349,2	-916,0	
Solde global (Base caisse)	-4 643,4	-4 350,1	-4 632,8	6,5	-4 507,6	-3 176,9	-29,5
<b>Financement</b>	<b>5 053,8</b>	<b>4 350,1</b>	<b>4 632,8</b>	<b>6,5</b>	<b>4 507,6</b>	<b>2 931,6</b>	<b>-35,0</b>
Obligation du Trésor	300,0	300,0	881,4	193,8	300,0	993,9	231,3
Allocations DTS	410,5	0,0	0,0		0,0	0,0	
Emprunts (Programme et Projets)	5 031,8	4 643,3	4 194,1	-9,7	4 768,8	2 714,7	-43,1
Amortissement de la dette	-688,4	-593,2	-442,7	-25,4	-561,2	-777,0	38,5
Gap de financement à rechercher	410,5	0,0	0,0		0,0	-245,3	
Ratio Solde intérieur (Base caisse) en %	-1,3	-0,20	-0,5		-0,2	-0,4	108,1
Ratio solde global (Base caisse)/PIB en %	-3,1	-2,6	-2,6		-2,5	-1,4	-44,1
<b>PROVINCES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>0,0</b>	
Dépenses	5 357,7	5 766,9	5 717,4	-0,9	6 140,4	6 696,1	9,1
Recettes	5 357,7	5 766,9	5 717,4	-0,9	6 140,4	6 696,1	9,1
Solde Provinces	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	
<b>ETD</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>0,0</b>	
Dépenses	204,3	219,1	222,0	1,3	235,3	259,4	10,3
Recettes	204,3	219,1	222,0	1,3	235,3	259,4	10,3
Solde ETD	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	

Source : DGPPB, Ministère du Budget  
CBMT 2023-2025 : situation bouclée après promulgation de la LF 2023



## **VI. LES RISQUES BUDGETAIRES**

La programmation budgétaire déclinée dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2024-2026 peut être perturbée, tant en recettes qu'en dépenses, du fait de la survenance de certains événements aléatoires. Ces événements (facteurs) peuvent être d'origine externe ou interne au pays et nécessitent une analyse afin de mettre la programmation budgétaire 2024-2026 à l'abri des chocs éventuels qu'ils pourraient causer.

En effet, la survenance de ces risques peut entraîner notamment une pression sur certaines dépenses, une augmentation du stock de la dette publique, des difficultés de refinancement et une baisse des recettes fiscales et douanières.

L'analyse des risques budgétaires avec leur probabilité d'occurrence et les mesures éventuelles d'atténuation de leurs impacts sur le budget peuvent se résumer comme repris dans le tableau 20 ci-dessous.

Tableau 20 : Résumé des risques budgétaires 2024-2026

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
<b>RISQUES MACROECONOMIQUES</b>				
Risque lié à la baisse du taux de croissance économique		*		<p>Politique de diversification de l'économie via :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La création de la valeur ajoutée aux activités minières en cours d'exploitation à travers la transformation des produits de base avant leurs exportations ;</li> <li>- La mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage ;</li> <li>- L'exploitation forestière (l'agroforesterie) ;</li> <li>- La production d'hydrocarbures et des gaz naturels ;</li> <li>- La création, réhabilitation et sécurisation des sites touristiques.</li> </ul>
Risque lié à la baisse des cours des produits miniers et pétroliers		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- A court terme, appliquer une politique budgétaire contracyclique (c.à.d. éviter d'augmenter les dépenses au même rythme que la hausse des recettes courantes) afin de mieux tirer profit des booms des cours des matières premières ;</li> <li>- A long et moyen termes, poursuivre la politique de diversification de l'économie.</li> </ul>
Risque lié à l'interruption de la production dans les usines chinoises			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'intégration régionale pour compenser la taille modeste des marchés nationaux ;</li> <li>- Renforcer l'appui des pouvoirs publics au secteur privé à raison de sa taille modeste et de ses difficultés d'accès aux capitaux ;</li> <li>- Poursuivre l'amélioration du climat des affaires ;</li> <li>- Développer les activités locales de transformation des ressources naturelles</li> </ul>

Risque lié à la poursuite de la guerre russo-ukrainienne		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la résilience de l'économie en termes d'accélération de sa diversification et de développement de son industrie agroalimentaire ;</li> <li>- Apurer les arriérés des pétroliers producteurs et poursuivre avec la subvention appliquée sur les prix des produits pétroliers, sur fond d'une structure des prix fédératrice,</li> <li>- Accélérer le processus de l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers ainsi que leurs transformations (raffinage) au niveau national.</li> </ul>
Risque lié à la hausse des prix du baril du pétrole				<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre la politique de la diversification de l'économie notamment par la mise en place des entreprises de raffinage du pétrole brute en vue de favoriser la création de la chaîne de valeur ;</li> <li>- Évaluer les bénéfices et les coûts des subventions (Analyse Coût-Bénéfice) et communiquer massivement sur le sujet ;</li> <li>- Réduire les subventions de manière progressive en commençant par les moins sensibles politiquement et mettre en place des aides sociales directes permettant de compenser la libéralisation des prix pour les populations les plus pauvres.</li> </ul>
<b>RISQUES LIES A LA DETTE PUBLIQUE</b>				
Risque de refinancement		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indexation au taux de change des bons du trésor</li> </ul>
Risque de taux d'intérêt	*			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la préférence à l'endettement aux taux d'intérêts fixes par rapport à celui aux taux variables.</li> <li>- Elargir l'adjudication des BT en incluant le plus possible d'opérateurs économiques.</li> </ul>
Risque lié aux garanties	*			<ul style="list-style-type: none"> <li>- -Np</li> </ul>

Risque lié au taux de change		*		- Respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et BCC
<b>RISQUES LIES AUX ENTITES DU SECTEUR PUBLIC AUTRES QUE L'ETAT</b>				
Risque lié aux entreprises publiques à savoir : (1) la baisse des recettes de participation et ses composantes ainsi que (2) l'Augmentation des dépenses due aux passifs des entreprises dont les passifs conditionnels implicites et/ou explicites)			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La finalisation de la réforme du Portefeuille dans son volet économique (évaluation du patrimoine, etc.) ;</li> <li>- L'implication de l'Etat dans le processus de gestion de ces entreprises, par la promotion de la bonne gouvernance (l'orthodoxie financière, mode de recrutement des mandataires, redevabilité, sanctions positives et négatives) ;</li> <li>- La poursuite du renouvellement, par l'Etat, de l'outil de production de ses entreprises en recherchant les nouvelles sources de financement (Partenaires Publics Privés et autres) ;</li> <li>- L'accélération du processus d'adoption par le Parlement du projet de loi portant concession des actifs considérés comme patrimoine inaliénable de l'Etat.</li> <li>- L'analyse permanente de la rentabilité, solvabilité des entreprises ;</li> <li>- Le traitement du lourd passif des entreprises du portefeuille au travers le mécanisme des Partenariats Publics Privés considérés comme moyens de financements alternatifs.</li> </ul>
Risque lié au Partenariat-Public Privé (PPP)			*	- Publication de tous les contrats PPP
<b>RISQUES LIES AU SECTEUR FINANCIER</b>		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir une politique monétaire expansionniste tout en restant vigilante et proactif pour assurer la stabilité des prix</li> <li>- Surveillance accrue des opérateurs par la Banque Centrale du Congo ;</li> <li>- Mise à jour des textes réglementaires.</li> </ul>

### AUTRES RISQUES SPECIFIQUES

Risques liés aux catastrophes naturelles et autres calamités		*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer et/ou renforcer des cadres institutionnels de la réduction des risques de catastrophes ;</li> <li>- Renforcer les capacités managériales et opérationnelles des ministères impliqués en matière de réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique en fournissant des moyens humains, techniques et financiers nécessaires ;</li> <li>- Sensibiliser les gouvernants à prévoir et/ou à accroître les lignes budgétaires destinées à la Réduction des Risques de catastrophes (RRC) ;</li> <li>- Améliorer les connaissances techniques et pratiques d'identification et d'évaluation des risques (et), des vulnérabilités et des capacités, et l'élaboration des guides de procédure ;</li> <li>- Dresser la cartographie des zones à risque dans toutes les provinces de la RDC ;</li> <li>- Développer des partenariats formels avec les centres de recherche, les services météorologiques, les centres nationaux de données, les observatoires nationaux des risques et toute autre institution similaire pour le partage d'informations, l'interprétation et la diffusion des données relatives à la RRC ;</li> <li>- Appuyer les efforts de perfectionnement des méthodes et des moyens scientifiques de surveillance et d'alerte précoce en mettant à contribution des Institutions de recherches ;</li> <li>-</li> <li>- Mettre en place des systèmes perfectionnés de recueil, d'analyse et de diffusion des informations statistiques sur les catastrophes, leurs conséquences et les pertes qu'elles occasionnent ;</li> <li>- Renforcer et développer les capacités organisationnelles du Ministère ayant les actions humanitaires dans ses attributions par la création d'un centre qui sera chargé de gérer et d'analyser des informations humanitaires ;</li> <li>- Promouvoir l'intégration de la réduction des risques liés à la variabilité saisonnière et aux changements climatiques dans les stratégies sectorielles de RRC ;</li> <li>- Encourager une utilisation et une gestion durable des écosystèmes, notamment en respectant la politique de l'aménagement du territoire dans la mise en œuvre des projets de développement afin de réduire les risques et les facteurs de vulnérabilités ;</li> <li>- Promouvoir la sécurité alimentaire comme facteur important de la résilience des collectivités face aux aléas ;</li> <li>- Adapter les mécanismes de protection sociale aux différents groupes spécifiques les plus vulnérables (personnes âgées, handicapées, femmes enceintes, enfants, etc.) victimes des catastrophes ;</li> <li>- Intégrer l'évaluation des risques de catastrophes dans les plans d'urbanisme, d'aménagement et de gestion des zones rurales, en particulier celles des montagnes, des zones inondables, des zones érosives et des plaines côtières ;</li> <li>- Promouvoir et développer les partenariats entre les pouvoirs publics et la société civile pour une gestion plus efficiente de la réduction ;</li> <li>- Susciter les donateurs et autres partenaires dont les appuis financiers ou matériels seront indispensables à l'exécution de la réponse humanitaire.</li> </ul>
--	--	---	---

Risques sanitaires			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies, normes et directives relatives à la surveillance épidémiologique ainsi qu'à l'hygiène et à la salubrité publique ;</li> <li>- l'opérationnalisation des COUSP (Centres d'Opérations d'Urgences en Santé Publique) pour assurer les interventions rapides en cas de survenance des épidémies ;</li> <li>- l'implantation et le fonctionnement des laboratoires de santé et de sécurité transfusionnelle ainsi que d'autres produits biologiques (dérivés du sang, échantillon et transports d'organes) ;</li> <li>- l'assurance de la biosécurité et de la biosûreté, de l'hémovigilance, ainsi que des normes analytiques des boissons et des denrées alimentaires et autres analyses toxicologiques ;</li> <li>- le renforcement de l'hygiène-salubrité publique et le contrôle sanitaire aux frontières des maladies chroniques transmissibles et non transmissibles ;</li> <li>- la mise en œuvre intégrale du Projet d'Urgence de l'Appui à la Riposte et Préparation de la COVID-19 en RDC (PUARP-COVID 19)</li> </ul>
Risques sécuritaires			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement du dialogue social ;</li> <li>- Organisation des élections locales (ETD)</li> </ul>
Risque politique			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement du dialogue social ;</li> <li>- Mise en place et/ou renforcement du décret portant organisation et fonctionnement des cabinets ministériels ;</li> <li>- Organisation des élections locales (ETD).</li> </ul>
<b>RISQUES INSTITUTIONNELS</b>				

Risque lié à l'évolution de la masse salariale		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restaurer, dans la loi de finances de chaque année, l'annexe « plafond d'emplois rémunérés » ;</li> <li>- Ne pas autoriser de nouveaux barèmes en cours d'exécution du budget ;</li> <li>- Assainir le fichier de la paie ;</li> <li>- De mettre en place une politique salariale des Agents publics et fonctionnaires de l'Etat.</li> </ul>
Risque lié à la retraite			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter la procédure de recrutement des fonctionnaires de l'Etat conformément à la loi n°16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière de services publics de l'Etat ainsi que ses mesures d'applications ;</li> <li>- Respecter la programmation de mise à la retraite des éligibles ;</li> <li>- Disponibiliser les ressources pour assurer la mise à la retraite régulière sur base des financements internes ou externes</li> </ul>
Risque lié à la faible mise en œuvre de la politique fiscale			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi et l'évaluation à mi-parcours du niveau de mise en œuvre des politiques fiscales par les Administrations financières et la DGPPB.</li> <li>- Evaluation régulière des contrats de performance conclus entre le Ministère des Finances et les Administrations financières</li> </ul>
Risque lié à l'incertitude de l'aide extérieure		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le contact entre le Ministère du Plan (PGAI), les Ministères sectoriels et les PTF à travers la mise en place d'un cadre de concertation ad hoc permanent conformément à l'Arrêté n°216/CAB/MINPLAN/2011 du 17 décembre 2011 portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures ;</li> <li>- Renforcer le cadre de dialogue PTF-Gouvernement à travers la réactivation des groupes thématiques ;</li> <li>- Exhorter les secteurs bénéficiant des ressources extérieures de communiquer (à la PGAI et CSPP) de façon permanente les informations liées au décaissement de fonds dont ils bénéficient ;</li> <li>- Retenir dans les projets de loi de finances des ressources extérieures dont les accords et conventions ont été signés et certifiés</li> </ul>
Risque de non-respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la BCC		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echanges réguliers entre les parties prenantes</li> </ul>

Risque lié au retard dans la mise en œuvre des investissements publics			*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'amélioration de la gestion des investissements dans son cycle complet (identification des besoins, formulation des projets, sélection des projets bancables, suivi-évaluation financier et physique des projets, etc.) ;</li> <li>- L'organisation régulière des missions d'évaluation de la gestion des investissements (PIMA – Public Investment Management Assessment) pour diagnostiquer les faiblesses du système et de mettre en place un plan d'action d'amélioration de la gestion des investissements ;</li> <li>- La fixation du délai de la procédure de la phase administrative de la dépense d'investissement ;</li> <li>- Le respect du dispositif législatif et réglementaire relatives procédures dérogatoires pour le paiement par anticipation (procédures d'urgences, les règles d'avance, etc.) ;</li> <li>- La poursuite du renforcement des capacités des structures de l'Etat impliquées dans le programme d'investissement public et la passation des marchés publics en vue d'améliorer les taux d'absorption ;</li> <li>- La poursuite de l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investissements directs étrangers.</li> </ul>
Risque lié à la mise en œuvre inefficace des politiques sectorielles		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financement de l'élaboration des stratégies sectorielles pour la plupart des secteurs ;</li> <li>- Renforcement des capacités des acteurs sectoriels dans le processus PPBSE.</li> </ul>
Risque lié à l'arrêt de mise en œuvre du programme avec le FMI	*			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi régulier du degré de mise en œuvre des engagements pris dans MPEF.</li> </ul>
<b>RISQUES A LONG TERME (Risque lié au changement climatique)</b>		*		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition des règles applicables aux engagements des pouvoirs publics à verser des indemnités en cas de pertes dues aux catastrophes en vue de limiter les multiples interventions du Gouvernement et en conséquence réduire la pression sur les dépenses publiques ;</li> <li>- Renforcement des capacités des entreprises et des ménages aux risques de catastrophe afin de permettre à ces derniers de consolider leur propre résilience et éviter au Gouvernement de payer de façon répétée pour les mêmes sinistres ;</li> <li>- Elargissement des projets de reboisement à travers tout le pays.</li> </ul>

### Légende :

- ✓ Couleur verte : risque faible
- ✓ Couleur orange : risque moyen
- ✓ Couleur rouge : risque élevé

Les détails sur ces risques sont repris dans le document sur la Déclaration des Risques Budgétaires.



## VII. CONCLUSION

Le Cadre Budgétaire 2024-2026 ainsi défini est tributaire des objectifs macroéconomiques et de la politique budgétaire envisagée sur la période. Les discussions autour de ce document permettront de l'amender en vue d'obtenir in fine le CBMT 2024-2026 devant accompagner le projet de loi de finances 2024 au Parlement.

L'évolution des dépenses et des recettes dégage un solde global négatif de **12.476,6 milliards de FC, soit -2,1% du PIB** imputable au Pouvoir Central. Il sera financé par les emprunts (projets et programmes) à lever auprès des partenaires multi et bilatéraux, les obligations du trésor et les appuis budgétaires.

# ANNEXES

# ANNEXE 1 : CDMT CENTRAL

## Allocations des dépenses intersectorielles 2024-2026 (FC)

CODE SECTION		SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
			2024	2025	2026
<b>10</b>	<b>PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE</b>		<b>643 009 695 863</b>	<b>723 625 255 804</b>	<b>805 501 216 400</b>
		Contrepartie des Projets	600 000 000	624 000 000	670 703 283
		Fonctionnement des Institutions	241 522 655 184	267 637 292 276	290 888 282 042
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	42 691 200 248	64 008 688 410	69 569 443 215
		Investissements sur Ressources Propres	37 852 758 382	37 852 758 382	44 709 867 438
		Rémunérations	313 483 703 548	344 832 073 903	390 239 232 867
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 677 757 663	5 838 426 283	6 345 639 566
		Subventions aux Services Ex-BPO	2 181 620 838	2 832 016 550	3 078 047 988
<b>11</b>	<b>PRIMATURE</b>		<b>1 097 116 462 114</b>	<b>183 587 964 216</b>	<b>206 925 848 084</b>
		Fonctionnement des Institutions	38 743 419 155	42 932 551 352	46 662 316 750
		Fonds de péréquation	930 424 319 638		
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 000 000 000	11 994 732 036	13 036 774 382
		Investissements sur Ressources Propres	32 829 148 245	32 829 148 245	38 776 219 458
		Rémunérations	87 119 575 076	95 831 532 584	108 450 537 494
<b>12</b>	<b>VICE-PRIMATURES</b>		<b>2 080 773 722</b>	<b>2 305 757 381</b>	<b>2 506 070 053</b>
		Fonctionnement des Institutions	2 080 773 722	2 305 757 381	2 506 070 053
<b>15</b>	<b>CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX</b>		<b>20 928 658 629</b>	<b>23 130 720 086</b>	<b>25 602 391 431</b>
		Fonctionnement des Institutions	13 439 457 676	14 892 599 037	16 186 393 579
		Investissements sur Ressources Propres	1 710 550 203	1 881 605 223	2 222 462 079
		Rémunérations	5 778 650 750	6 356 515 825	7 193 535 773
<b>16</b>	<b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>		<b>700 857 707 301</b>	<b>780 992 611 705</b>	<b>858 652 836 046</b>
		Fonctionnement des Institutions	501 729 511 030	555 979 014 410	604 279 691 287
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	11 200 000 000	16 792 624 851	18 251 484 135
		Investissements sur Ressources Propres	7 499 782 732	9 749 717 552	11 515 899 974
		Rémunérations	180 428 413 539	198 471 254 893	224 605 760 650

CODE SECTION		SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
			2024	2025	2026
<b>17</b>	<b>SÉNAT</b>		<b>248 691 124 492</b>	<b>275 682 165 819</b>	<b>302 721 637 086</b>
		Fonctionnement des Institutions	187 435 891 844	207 702 397 650	225 746 543 445
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	2 249 012 257	2 444 395 197
		Investissements sur Ressources Propres	2 656 708 567	2 922 379 424	3 451 774 777
		Rémunérations	57 098 524 081	62 808 376 489	71 078 923 667
<b>19</b>	<b>ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL</b>		<b>906 327 796 425</b>	<b>1 113 736 647 810</b>	<b>1 195 316 210 568</b>
		Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD			
		Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	1 113 736 647 810	1 195 316 210 568
<b>20</b>	<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>		<b>541 782 515 393</b>	<b>646 799 357 678</b>	<b>736 734 654 637</b>
		Fonctionnement des Institutions	140 800 642 672	156 024 712 161	169 579 359 030
		Investissements sur Ressources Propres	35 496 132 517	88 740 331 293	104 815 834 249
		Rémunérations	365 485 740 204	402 034 314 224	462 339 461 358
<b>21</b>	<b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>		<b>120 000 537 807</b>	<b>132 338 815 770</b>	<b>147 783 111 191</b>
		Fonctionnement des Institutions	41 627 591 648	46 128 574 995	50 135 994 948
		Investissements sur Ressources Propres	1 558 111 567	1 713 922 724	2 024 403 533
		Rémunérations	76 814 834 592	84 496 318 051	95 622 712 711
<b>22</b>	<b>AFFAIRES ÉTRANGERES</b>		<b>114 089 900 601</b>	<b>122 058 011 091</b>	<b>136 851 628 088</b>
		Fonctionnement des Ministères	27 597 789 256	33 117 347 107	35 994 416 637
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 000 000 000	1 499 341 505	1 629 596 798
		Investissements sur Ressources Propres	11 000 000 000	5 500 000 000	6 496 336 896
		Rémunérations	74 492 111 345	81 941 322 480	92 731 277 757
<b>23</b>	<b>COOPÉRATION INTERNATIONALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE</b>		<b>20 174 771 835</b>	<b>24 096 957 774</b>	<b>26 925 145 626</b>
		Fonctionnement des Ministères	6 301 594 897	7 561 913 876	8 218 855 144
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	2 249 012 257	2 444 395 197
		Investissements sur Ressources Propres	1 125 895 015	1 914 021 526	2 260 750 665
		Rémunérations	11 247 281 923	12 372 010 115	14 001 144 620
<b>24</b>	<b>DÉCENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES</b>		<b>17 894 268 199</b>	<b>16 626 549 600</b>	<b>18 641 721 029</b>
		Fonctionnement des Ministères	4 826 893 343	5 792 272 012	6 295 475 643
		Fonds de péréquation			
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	749 670 752	814 798 399

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Investissements sur Ressources Propres	6 407 265 100	3 203 632 550	3 783 977 516
	Rémunérations	5 452 237 660	5 997 461 426	6 787 201 433
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	707 872 096	883 512 860	960 268 040
<b>25</b>	<b>INTÉRIEUR ET SECURITE</b>	<b>1 502 850 778 708</b>	<b>1 668 981 542 475</b>	<b>1 610 234 256 011</b>
	Contrepartie des Projets	3 366 666 500	6 733 333 000	7 237 289 343
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	25 000 000 000	25 000 000 000	27 171 875 000
	Fonctionnement des Ministères	137 953 474 185	193 134 863 860	209 913 455 157
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	20 493 932 329	30 727 403 332	33 396 846 496
	Investissements sur Ressources Extérieures	586 743 677 252	529 612 160 179	327 972 193 121
	Investissements sur Ressources Propres	36 015 746 360	54 023 619 540	63 810 115 072
	Rémunérations	667 720 418 364	801 264 502 037	906 774 248 286
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 806 863 718	3 503 316 778	3 807 667 423
	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	24 982 343 750	30 150 566 113
<b>26</b>	<b>RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES</b>	<b>5 640 644 172</b>	<b>6 392 133 015</b>	<b>7 162 001 436</b>
	Fonctionnement des Ministères	1 474 244 254	1 769 093 105	1 922 783 068
	Investissements sur Ressources Propres	100 000 000	150 000 000	177 172 824
	Rémunérations	4 066 399 918	4 473 039 910	5 062 045 544
<b>27</b>	<b>DÉFENSE NATIONALE</b>	<b>2 541 204 174 589</b>	<b>3 073 014 333 084</b>	<b>3 108 586 456 644</b>
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	500 000 000 000	600 000 000 000	600 000 000 000
	Fonctionnement des Ministères	567 984 602 466	738 379 983 206	802 526 744 247
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	39 145 569 865	58 692 577 617	63 791 495 297
	Investissements sur Ressources Extérieures	584 400 000 000	527 496 687 920	326 662 147 528
	Investissements sur Ressources Propres	161 045 352 040	322 090 704 080	380 438 131 799
	Rémunérations	688 628 650 218	826 354 380 262	935 167 937 772
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	-	-	-
<b>28</b>	<b>ANCIENS COMBATTANTS / ADMINISTRATION</b>	<b>9 280 900 783</b>	<b>10 208 990 861</b>	<b>11 391 135 634</b>
	Fonctionnement des Ministères	4 344 529 733	4 778 982 706	5 194 156 829
	Investissements sur Ressources Propres	954 647 960	1 050 112 756	1 240 342 953
	Rémunérations	3 981 723 090	4 379 895 399	4 956 635 852
<b>29</b>	<b>ÉCONOMIE NATIONALE</b>	<b>43 536 559 420</b>	<b>52 752 232 063</b>	<b>58 830 680 705</b>

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Contrepartie des Projets	400 010 000	416 010 400	447 146 701
	Fonctionnement des Ministères	4 303 755 269	4 734 130 796	5 145 408 409
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	12 235 185 288	18 344 721 118	19 938 418 765
	Investissements sur Ressources Propres	3 486 825 001	3 835 507 502	4 530 317 982
	Rémunérations	23 110 783 862	25 421 862 248	28 769 388 849
<b>30</b>	<b>FINANCES</b>	<b>4 161 293 758 551</b>	<b>4 631 381 380 449</b>	<b>5 021 114 178 691</b>
	Contrepartie des Projets	6 550 550 000	4 812 572 000	5 172 768 976
	Dettes Publiques	1 446 860 486 729	1 545 358 460 746	1 700 813 400 000
	Financement des Réformes	32 471 829 531	35 658 127 804	38 755 927 657
	Fonctionnement des Ministères	52 671 116 618	57 938 228 280	62 971 611 862
	Frais Financiers	220 164 435 262	329 631 800 000	420 898 955 000
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	30 702 277 972	46 033 199 647	50 032 333 866
	Investissements sur Ressources Extérieures	448 790 620 435	405 091 659 564	250 860 554 178
	Investissements sur Ressources Propres	30 625 219 644	33 687 741 608	39 790 348 867
	Rémunérations	281 415 348 088	309 556 882 897	350 319 038 316
	Rétrocession aux Régies Financières	1 322 101 300 814	1 602 246 931 125	1 865 386 137 703
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 789 617 712	4 729 916 607	5 140 828 112
	TVA Remboursable	285 150 955 746	256 635 860 171	230 972 274 154
<b>31</b>	<b>BUDGET</b>	<b>705 508 225 332</b>	<b>786 638 098 501</b>	<b>882 119 933 023</b>
	Charges Communes	290 992 034 288	329 771 087 737	350 687 301 715
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	60 000 000 000	65 887 500 000	91 090 233 000
	Financement des Réformes	22 471 700 219	24 676 735 803	26 820 527 226
	Fonctionnement des Ministères	35 614 611 691	39 176 072 861	42 579 494 190
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 673 335 554	14 503 633 483	15 763 636 642
	Investissements sur Ressources Propres	28 091 293 212	28 091 293 212	33 180 091 738
	Rémunérations	258 665 250 368	284 531 775 405	321 998 648 512
<b>32</b>	<b>PLAN</b>	<b>199 941 388 976</b>	<b>211 362 160 848</b>	<b>216 737 896 052</b>
	Contrepartie des Projets	8 660 318 362	8 006 731 096	8 605 994 926
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	25 000 000 000	25 000 000 000	27 171 875 000
	Fonctionnement des Ministères	27 725 423 695	30 497 966 065	33 147 476 866

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	20 824 345 259	24 824 345 259	26 980 960 253
	Investissements sur Ressources Extérieures	39 076 780 297	35 271 855 204	21 842 753 200
	Investissements sur Ressources Propres	6 943 102 992	6 943 102 992	8 200 861 117
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	194 245 962	213 670 558	300 302 109
	Rémunérations	58 449 830 476	64 294 813 524	72 761 093 314
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	13 067 341 933	16 309 676 150	17 726 579 266
<b>33</b>	<b>RECONSTRUCTION</b>	<b>12 086 642 502</b>	<b>14 093 989 761</b>	<b>15 730 424 000</b>
	Fonctionnement des Ministères	2 455 930 570	2 701 523 627	2 936 218 492
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	2 998 683 009	3 259 193 595
	Investissements sur Ressources Propres	660 476 664	726 524 330	858 135 784
	Rémunérations	6 970 235 268	7 667 258 795	8 676 876 128
<b>34</b>	<b>JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX/ ADMINISTRATION</b>	<b>89 369 726 880</b>	<b>104 319 260 338</b>	<b>114 805 476 997</b>
	Fonctionnement des Ministères	39 255 736 933	47 106 884 320	51 199 294 895
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 015 395 318	1 522 424 344	1 654 684 959
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 391 231 453	3 061 025 598	1 895 597 107
	Investissements sur Ressources Propres	11 385 358 915	11 385 358 915	13 447 841 309
	Rémunérations	33 134 221 438	39 761 065 726	44 996 764 979
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 187 782 823	1 482 501 436	1 611 293 748
<b>35</b>	<b>REFORMES INSTITUTIONNELLES</b>	<b>15 039 542 041</b>	<b>17 581 784 157</b>	<b>19 610 037 176</b>
	Fonctionnement des Ministères	5 186 962 133	5 705 658 346	6 201 337 415
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 600 000 000	3 898 287 912	4 236 951 674
	Investissements sur Ressources Propres	2 634 968 171	2 898 464 988	3 423 528 190
	Rémunérations	4 617 611 737	5 079 372 911	5 748 219 896
<b>36</b>	<b>RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</b>	<b>17 947 269 201</b>	<b>19 922 724 977</b>	<b>22 410 262 852</b>
	Fonctionnement des Ministères	3 437 131 511	3 780 844 662	4 109 305 542
	Investissements sur Ressources Propres	451 822 140	677 733 210	800 506 047
	Rémunérations	14 058 315 550	15 464 147 105	17 500 451 263
<b>37</b>	<b>SANTE</b>	<b>5 233 126 443 090</b>	<b>5 538 104 505 314</b>	<b>4 817 595 939 812</b>
	Contrepartie des Projets	41 433 360 000	45 245 093 842	48 631 463 122
	Fonctionnement des Ministères	87 269 748 078	113 450 672 501	123 306 699 675

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	82 136 585 676	123 150 791 944	133 849 516 994
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 541 716 650 915	3 196 857 978 968	1 979 713 838 338
	Investissements sur Ressources Propres	42 181 136 591	379 630 229 319	448 401 066 492
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	515 567 029 031	670 237 137 741	941 981 093 840
	Rémunérations	909 395 120 268	992 689 686 286	1 123 406 118 423
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	11 735 326 086	14 647 153 871	15 919 625 364
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 691 486 445	2 195 760 841	2 386 517 565
<b>38</b>	<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE</b>	<b>5 117 410 971 474</b>	<b>5 588 959 419 657</b>	<b>5 806 392 057 004</b>
	Contrepartie des Projets	5 266 720 000	5 533 440 000	5 947 590 345
	Financement des Réformes	1 000 000 000	1 098 125 000	1 193 524 609
	Fonctionnement des Ministères	697 478 607 507	767 226 468 258	833 879 267 688
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	73 207 798 606	109 763 490 905	119 299 194 177
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 459 307 250 000	1 317 213 793 690	815 709 172 123
	Investissements sur Ressources Propres	23 648 759 516	59 121 898 790	69 831 958 635
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	588 001 247 549	705 601 497 059	991 683 737 871
	Rémunérations	2 269 500 588 296	2 623 400 705 955	2 968 847 611 555
<b>40</b>	<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE</b>	<b>608 392 549 872</b>	<b>753 272 581 634</b>	<b>850 255 054 440</b>
	Bourse d'Études	10 000 000 000	11 332 650 000	12 711 323 536
	Contrepartie des Projets	833 360 000	2 500 080 000	2 687 198 500
	Fonctionnement des Ministères	33 989 316 830	40 787 180 196	44 330 566 476
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	13 413 442 143	20 111 330 524	21 858 502 363
	Investissements sur Ressources Propres	5 000 000 000	24 000 000 000	28 347 651 911
	Rémunérations	537 808 403 136	645 370 083 763	730 351 801 538
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	7 348 027 763	9 171 257 152	9 968 010 117
<b>41</b>	<b>RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE</b>	<b>900 617 390 150</b>	<b>1 112 487 011 042</b>	<b>1 254 825 703 292</b>
	Contrepartie des Projets	1 842 110 250	1 915 794 660	2 059 182 321
	Fonctionnement des Ministères	24 392 606 284	30 860 042 740	33 541 008 953
	Fonds de péréquation			
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	206 600 437 854	309 764 611 327	336 675 411 936
	Investissements sur Ressources Extérieures			
	Investissements sur Ressources Propres	408 872 612 704	449 759 873 974	531 234 847 965



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Rémunérations	61 607 998 733	73 929 598 480	83 664 577 573
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	197 301 624 325	246 257 089 861	267 650 674 542
<b>42</b>	<b>INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>1 524 630 633 636</b>	<b>1 747 999 049 961</b>	<b>1 810 728 463 503</b>
	Contrepartie des Projets	6 333 360 000	5 586 694 400	6 004 830 571
	Fonctionnement des Ministères	25 759 621 579	30 911 545 895	33 596 986 444
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	13 479 747 679	20 210 745 166	21 966 553 652
	Investissements sur Ressources Extérieures	820 089 390 176	740 236 887 605	458 405 478 029
	Investissements sur Ressources Propres	51 640 182 483	77 460 273 725	91 492 369 855
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	513 174 822 240	769 762 233 360	1 081 858 091 333
	Rémunérations	92 386 019 965	101 624 621 962	115 006 455 362
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 767 489 514	2 206 047 850	2 397 698 257
<b>43</b>	<b>URBANISME ET HABITAT</b>	<b>440 486 892 540</b>	<b>406 808 414 527</b>	<b>269 886 043 274</b>
	Fonctionnement des Ministères	8 044 819 779	8 849 301 757	9 618 084 847
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 000 000 000	11 994 732 036	13 036 774 382
	Investissements sur Ressources Extérieures	410 000 000 000	370 078 100 697	229 177 755 795
	Investissements sur Ressources Propres	1 382 899 707	1 521 189 678	1 796 756 478
	Rémunérations	13 059 173 054	14 365 090 359	16 256 671 772
<b>44</b>	<b>AGRICULTURE</b>	<b>2 440 748 803 503</b>	<b>2 521 331 673 675</b>	<b>2 358 392 267 928</b>
	Contrepartie des Projets	943 975 800	981 734 832	1 055 212 781
	Fonctionnement des Ministères	43 902 883 749	52 683 460 499	57 260 336 130
	Fonds de péréquation	239 417 765 312	294 207 394 297	347 333 416 027
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	64 491 337 479	96 694 538 964	105 094 877 037
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 467 509 162 882	1 324 617 082 328	820 293 796 483
	Investissements sur Ressources Propres	26 263 481 729	34 142 526 248	40 327 518 727
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	531 596 983 649	637 916 380 379	896 556 063 415
	Rémunérations	63 699 563 144	76 439 475 773	86 504 953 117
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 923 649 759	3 649 080 355	3 966 094 211
<b>45</b>	<b>DÉVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>1 420 269 610 689</b>	<b>1 515 828 637 014</b>	<b>1 666 981 806 898</b>
	Contrepartie des Projets	2 360 027 500	2 454 428 600	2 638 130 321

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Fonctionnement des Ministères	29 071 511 802	31 978 662 982	34 756 809 329
	Fonds de péréquation	239 417 765 312	294 207 394 297	347 333 416 027
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	31 179 143 412	46 748 183 793	50 809 432 260
	Investissements sur Ressources Extérieures	503 645 393 163	454 605 196 406	281 522 733 955
	Investissements sur Ressources Propres	10 409 785 004	13 532 720 505	15 984 202 096
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	575 493 067 756	633 042 374 532	889 705 918 741
	Rémunérations	25 148 840 844	34 836 226 172	39 423 427 245
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 544 075 896	4 423 449 728	4 807 736 923
<b>46</b>	<b>INDUSTRIE</b>	<b>71 701 203 552</b>	<b>82 759 185 835</b>	<b>84 669 358 481</b>
	Contrepartie des Projets	200 010 000	208 010 400	223 578 939
	Fonctionnement des Ministères	4 889 117 184	5 866 940 621	6 376 631 087
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 987 495 358	23 970 715 344	26 053 171 239
	Investissements sur Ressources Extérieures	17 624 218 034	15 908 139 357	9 851 411 553
	Investissements sur Ressources Propres	12 924 036 723	14 216 440 395	16 791 779 323
	Rémunérations	16 667 172 899	18 333 890 189	20 748 079 382
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 409 153 354	4 255 049 530	4 624 706 958
<b>47</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>	<b>49 231 086 062</b>	<b>52 724 758 657</b>	<b>51 596 067 682</b>
	Contrepartie des Projets	1 320 144 624	1 372 950 409	1 475 708 889
	Fonctionnement des Ministères	4 604 751 670	5 065 226 837	5 505 268 418
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 859 915 892	7 286 673 605	7 919 703 375
	Investissements sur Ressources Extérieures	16 674 192 395	15 050 618 176	9 320 375 592
	Investissements sur Ressources Propres	5 000 000 000	5 500 000 000	6 496 336 896
	Rémunérations	16 772 081 481	18 449 289 629	20 878 674 510
<b>48</b>	<b>MINES</b>	<b>35 232 498 124</b>	<b>42 781 374 691</b>	<b>47 261 814 357</b>
	Fonctionnement des Ministères	5 269 476 474	5 796 424 121	6 299 988 467
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 240 000 000	4 857 866 475	5 279 893 625
	Investissements sur Ressources Propres	2 321 103 892	2 553 214 281	3 015 734 571
	Rémunérations	10 613 853 256	11 675 238 582	13 212 622 875
	Subventions aux Services Ex-BPO	13 788 064 502	17 898 631 232	19 453 574 820

CODE SECTION		SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
			2024	2025	2026
<b>49</b>	<b>HYDROCARBURES</b>		<b>13 879 725 420</b>	<b>15 507 342 999</b>	<b>17 533 595 505</b>
		Fonctionnement des Ministères	2 955 642 983	3 251 207 281	3 533 655 914
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	600 100 500	899 755 587	977 921 853
		Investissements sur Ressources Propres	3 128 242 457	3 441 066 703	4 064 423 379
		Rémunérations	7 195 739 480	7 915 313 428	8 957 594 359
<b>50</b>	<b>RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE</b>		<b>811 396 469 056</b>	<b>901 635 168 765</b>	<b>818 596 249 696</b>
		Contrepartie des Projets	7 320 851 622	7 613 685 687	8 183 532 031
		Fonctionnement des Ministères	4 061 464 374	4 467 610 811	4 855 734 501
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	37 098 049 892	55 622 645 940	60 454 863 306
		Investissements sur Ressources Extérieures	555 104 750 298	501 053 930 922	310 286 977 816
		Investissements sur Ressources Propres	26 408 466 852	65 082 828 224	76 872 723 330
		Investissements sur TRANSFERT aux Provinces et ETD	132 190 733 861	208 098 269 446	292 470 566 671
		Rémunérations	11 962 132 183	13 158 345 401	14 891 023 788
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	36 346 596 909	45 365 096 267	49 306 189 005
		Subventions aux Services Ex-BPO	903 423 065	1 172 756 066	1 274 639 250
<b>51</b>	<b>TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION</b>		<b>264 922 694 156</b>	<b>266 130 081 613</b>	<b>244 447 462 819</b>
		Fonctionnement des Ministères	3 542 853 807	3 897 139 188	4 235 703 155
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	14 863 419 854	22 285 342 286	24 221 381 397
		Investissements sur Ressources Extérieures	127 026 850 968	114 658 184 741	71 004 216 172
		Investissements sur Ressources Propres	70 594 018 768	70 594 018 768	83 382 277 961
		Rémunérations	43 762 785 895	48 139 064 485	54 477 970 633
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 132 764 864	2 661 957 146	2 893 214 673
		Subventions aux Services Ex-BPO	3 000 000 000	3 894 375 000	4 232 698 828
<b>52</b>	<b>POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)</b>		<b>127 397 391 895</b>	<b>122 162 621 270</b>	<b>93 915 749 874</b>
		Fonctionnement des Ministères	4 447 666 938	4 892 433 632	5 317 463 804
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 582 219 013	3 871 628 140	4 207 975 835
		Investissements sur Ressources Extérieures	95 512 273 724	86 212 197 202	53 388 508 641
		Investissements sur Ressources Propres	10 000 000 000	10 000 000 000	11 811 521 630
		Rémunérations	10 365 387 537	11 401 926 291	12 903 321 082
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	878 872 489	1 096 942 725	1 192 239 625

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 610 972 194	4 687 493 279	5 094 719 258
<b>53</b>	<b>COMMUNICATION ET MEDIAS</b>	<b>99 354 083 479</b>	<b>110 635 873 922</b>	<b>124 665 940 136</b>
	Fonctionnement des Ministères	8 138 727 791	8 952 600 570	9 730 357 745
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 683 574 499	4 023 594 627	4 373 144 410
	Investissements sur Ressources Propres	2 360 140 212	2 596 154 233	3 066 453 188
	Rémunérations	84 688 303 142	93 157 133 456	105 423 976 037
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	383 337 835	478 453 535	520 019 186
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 100 000 000	1 427 937 500	1 551 989 570
<b>54</b>	<b>DROITS HUMAINS</b>	<b>113 625 465 748</b>	<b>166 927 724 225</b>	<b>181 736 860 668</b>
	Fonctionnement des Ministères	3 362 017 136	3 698 218 850	4 019 501 612
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	105 397 789 675	158 027 280 545	171 755 900 542
	Investissements sur Ressources Propres	1 500 000 000	1 500 000 000	1 771 728 244
	Rémunérations	3 365 658 937	3 702 224 831	4 189 730 269
<b>55</b>	<b>AFFAIRES FONCIERES</b>	<b>25 386 098 807</b>	<b>28 924 997 389</b>	<b>32 340 218 753</b>
	Fonctionnement des Ministères	2 825 417 089	3 107 958 798	3 377 962 718
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	800 000 000	1 199 473 204	1 303 677 438
	Investissements sur Ressources Propres	1 036 766 252	1 140 442 877	1 347 036 571
	Rémunérations	16 127 692 695	17 740 461 965	20 076 509 094
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 596 222 771	5 736 660 546	6 235 032 931
<b>56</b>	<b>ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>322 203 118 667</b>	<b>310 485 002 519</b>	<b>235 078 259 363</b>
	Contrepartie des Projets	233 370 000	242 704 800	260 870 042
	Financement des Réformes	6 056 470 250	6 650 761 393	7 228 546 289
	Fonctionnement des Ministères	6 528 105 947	7 180 916 542	7 804 758 666
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	12 420 246 352	18 622 190 852	20 239 993 682
	Investissements sur Ressources Extérieures	248 284 788 704	224 109 178 135	138 783 782 130
	Investissements sur Ressources Propres	5 300 000 000	5 300 000 000	6 260 106 464
	Rémunérations	38 917 017 473	42 808 719 220	48 445 730 583
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 463 119 941	5 570 531 576	6 054 471 507
<b>57</b>	<b>TOURISME</b>	<b>36 171 834 103</b>	<b>42 329 278 352</b>	<b>47 266 636 781</b>
	Fonctionnement des Ministères	5 577 040 525	6 134 744 578	6 667 700 513

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 380 000 000	5 067 774 285	5 508 037 176
	Investissements sur Ressources Propres	4 500 000 000	4 950 000 000	5 846 703 207
	Rémunérations	16 096 971 433	17 706 668 576	20 038 265 825
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 413 389 189	3 012 211 382	3 273 897 245
	Subventions aux Services Ex-BPO	4 204 432 956	5 457 879 531	5 932 032 815
<b>58</b>	<b>CULTURE, ARTS ET PATRIMOINES</b>	<b>77 416 781 173</b>	<b>88 170 032 690</b>	<b>99 450 953 047</b>
	Fonctionnement des Ministères	4 158 908 115	4 574 798 927	4 972 234 584
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 138 215 730	9 203 281 608	10 002 816 697
	Investissements sur Ressources Propres	9 180 873 800	10 098 961 180	11 928 409 842
	Rémunérations	54 155 971 072	59 571 568 179	67 415 895 522
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 782 812 456	4 721 422 797	5 131 596 402
<b>59</b>	<b>JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE,ET COHESION NATIONALE</b>	<b>44 351 266 698</b>	<b>52 926 186 875</b>	<b>58 339 881 382</b>
	Contrepartie des Projets	333 360 000	346 694 400	372 642 744
	Fonctionnement des Ministères	7 466 272 947	8 212 900 242	8 926 395 950
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 367 543 071	15 544 487 626	16 894 914 989
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 370 772 513	1 237 299 727	766 220 898
	Investissements sur Ressources Propres	5 000 000 000	5 500 000 000	6 496 336 896
	Rémunérations	17 854 466 544	19 639 913 198	22 226 078 257
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 958 851 623	2 444 891 682	2 657 291 647
<b>60</b>	<b>SPORTS ET LOISIRS</b>	<b>22 902 361 523</b>	<b>27 597 274 588</b>	<b>30 217 799 672</b>
	Fonctionnement des Ministères	11 072 760 069	12 180 036 076	13 238 176 710
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 200 000 000	7 796 575 824	8 473 903 348
	Investissements sur Ressources Propres	100 000 000	110 000 000	129 926 738
	Rémunérations	4 314 573 002	4 746 030 302	5 370 983 051
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 215 028 452	2 764 632 387	3 004 809 825
<b>61</b>	<b>FONCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET INNOVATION DU SERVICE PUBLIC</b>	<b>555 131 019 131</b>	<b>742 574 490 653</b>	<b>790 912 924 479</b>
	Contrepartie des Projets	276 923 078	288 000 001	309 555 363
	Financement des Réformes	13 000 000 000	14 275 625 000	15 515 819 922
	Fonctionnement des Ministères	7 162 901 503	7 879 191 653	8 563 696 428
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	29 972 496 302	44 939 007 700	48 843 083 994

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Investissements sur Ressources Extérieures	59 919 619 353	54 085 216 889	33 493 277 784
	Investissements sur Ressources Propres	11 144 502 613	12 258 952 875	14 479 688 704
	Mise à la Retraite	270 211 249 514	428 791 476 573	466 042 736 100
	Rémunérations	161 624 859 137	177 787 345 051	201 198 213 266
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 818 467 631	2 269 674 912	2 466 852 920
<b>62</b>	<b>EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE</b>	<b>38 489 213 668</b>	<b>47 955 305 317</b>	<b>53 773 322 119</b>
	Contrepartie des Projets	200 010 000	208 010 400	223 578 939
	Fonctionnement des Ministères	3 199 019 460	3 518 921 406	3 824 627 703
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 813 405 874	13 214 305 223	14 362 297 989
	Investissements sur Ressources Propres	5 457 244 568	6 002 969 025	7 090 419 848
	Rémunérations	20 244 806 616	24 293 767 939	27 492 748 156
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	574 727 150	717 331 324	779 649 483
<b>63</b>	<b>PRÉVOYANCE SOCIALE/ADMINISTRATION</b>	<b>21 417 869 642</b>	<b>28 644 536 410</b>	<b>31 486 051 252</b>
	Fonctionnement des Ministères	2 624 900 498	2 887 390 548	3 138 232 602
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	12 614 421 834	18 913 326 211	20 556 421 426
	Investissements sur Ressources Propres	1 181 381 876	1 299 520 064	1 534 930 934
	Rémunérations	4 677 046 548	5 144 751 203	5 822 207 140
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	320 118 886	399 548 385	434 259 150
<b>64</b>	<b>AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>279 124 682 468</b>	<b>275 981 863 640</b>	<b>222 104 881 219</b>
	Contrepartie des Projets	11 367 872 264	11 822 587 155	12 707 448 751
	Fonctionnement des Ministères	6 963 973 341	7 660 370 675	8 325 865 377
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 428 404 454	26 131 130 155	28 401 272 088
	Investissements sur Ressources Extérieures	190 509 163 699	171 959 193 822	106 488 933 158
	Investissements sur Ressources Propres	3 357 009 642	3 692 710 606	4 361 653 120
	Rémunérations	47 690 419 394	52 459 461 333	59 367 273 223
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 807 839 674	2 256 409 893	2 452 435 503
<b>65</b>	<b>GENRE, FAMILLE ET ENFANT</b>	<b>185 779 405 280</b>	<b>182 336 150 631</b>	<b>136 362 489 742</b>
	Contrepartie des Projets	595 000 000	618 800 000	665 114 089
	Fonctionnement des Ministères	5 087 654 963	5 596 420 459	6 082 609 487
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 764 960 453	26 635 742 533	28 949 722 666

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Investissements sur Ressources Extérieures	148 257 537 656	133 821 629 146	82 871 535 999
	Investissements sur Ressources Propres	2 500 006 007	2 750 006 608	3 248 176 253
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 227 889 038	1 532 559 006	1 665 700 069
	Rémunérations	10 346 357 163	11 380 992 879	12 879 631 179
<b>68</b>	<b>PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP</b>	<b>20 813 015 173</b>	<b>23 996 953 947</b>	<b>26 727 776 026</b>
	Fonctionnement des Ministères	7 326 532 590	8 059 185 849	8 759 327 620
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 500 000 000	2 249 012 257	2 444 395 197
	Investissements sur Ressources Propres	4 096 010 038	4 505 611 042	5 321 812 228
	Rémunérations	4 490 472 545	4 939 519 800	5 589 951 061
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 400 000 000	4 243 625 000	4 612 289 922
<b>69</b>	<b>INTEGRATION REGIONALE</b>	<b>31 658 149 521</b>	<b>38 327 595 645</b>	<b>42 549 740 880</b>
	Fonctionnement des Ministères	5 163 254 128	5 679 579 541	6 172 993 013
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 773 521 240	13 154 504 536	14 297 302 118
	Investissements sur Ressources Propres	350 000 000	385 000 000	454 743 583
	Rémunérations	17 371 374 153	19 108 511 568	21 624 702 167
<b>70</b>	<b>ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE</b>	<b>91 243 112 744</b>	<b>112 613 775 042</b>	<b>141 315 875 168</b>
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	60 000 000 000	72 000 000 000	96 524 608 000
	Fonctionnement des Ministères	5 237 457 036	5 761 202 740	6 261 707 228
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 641 627 412	23 452 141 177	25 489 545 942
	Investissements sur Ressources Propres	2 542 886 384	2 797 175 022	3 303 889 328
	Rémunérations	7 821 141 912	8 603 256 103	9 736 124 670
<b>71</b>	<b>NUMERIQUE</b>	<b>86 634 433 991</b>	<b>90 880 654 617</b>	<b>105 505 138 099</b>
	Fonctionnement des Ministères	6 295 554 804	6 925 110 284	7 526 729 240
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 000 000 000	8 996 049 027	9 777 580 786
	Investissements sur Ressources Propres	68 132 718 003	68 132 718 003	80 475 107 239
	Rémunérations	6 206 161 184	6 826 777 302	7 725 720 834
<b>74</b>	<b>PORTEFEUILLE</b>	<b>56 815 233 894</b>	<b>68 599 254 111</b>	<b>75 674 271 706</b>
	Fonctionnement des Ministères	3 114 223 671	3 425 646 038	3 723 249 038
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22 137 683 280	33 191 947 356	36 075 497 782
	Investissements sur Ressources Propres	11 609 598 962	8 126 719 273	9 598 892 048

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Rémunérations	7 087 293 116	7 796 022 428	8 822 595 233
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	12 866 434 865	16 058 919 016	17 454 037 605
<b>76</b>	<b>COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE</b>	<b>3 840 096 975</b>	<b>4 238 380 955</b>	<b>4 709 262 736</b>
	Fonctionnement des Institutions	1 756 834 779	1 946 792 539	2 115 920 141
	Rémunérations	2 083 262 196	2 291 588 416	2 593 342 595
<b>77</b>	<b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)</b>	<b>257 278 263 634</b>	<b>264 883 438 156</b>	<b>349 107 120 264</b>
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	200 000 000 000	200 000 000 000	276 532 800 000
	Fonctionnement des Institutions	20 474 989 023	22 688 847 211	24 659 940 813
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 284 525 533	6 423 966 959	6 982 049 088
	Investissements sur Ressources Propres	8 295 868 168	9 125 454 985	10 778 550 893
	Rémunérations	24 222 880 910	26 645 169 001	30 153 779 470
<b>78</b>	<b>FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS</b>	<b>124 231 356 895</b>	<b>149 552 416 801</b>	<b>173 809 234 309</b>
	Fonctionnement des Ministères	42 860 174 117	51 432 208 940	55 900 382 092
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	12 077 486 018	18 108 276 057	19 681 432 540
	Investissements sur Ressources Propres	7 205 629 776	7 926 192 754	9 362 039 715
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	24 199 413 307	26 619 354 638	37 412 025 367
	Rémunérations	37 888 653 677	45 466 384 412	51 453 354 595
<b>79</b>	<b>CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>47 059 486 281</b>	<b>54 047 717 903</b>	<b>60 366 924 554</b>
	Fonctionnement des Institutions	16 461 025 414	18 240 873 787	19 825 549 697
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 380 200 000	8 066 757 163	8 767 556 691
	Investissements sur Ressources Propres	7 000 000 000	7 700 000 000	9 094 871 655
	Rémunérations	18 218 260 867	20 040 086 954	22 678 946 511
<b>80</b>	<b>CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION</b>	<b>15 260 845 074</b>	<b>17 432 108 588</b>	<b>19 267 909 408</b>
	Fonctionnement des Institutions	8 962 862 311	9 931 971 798	10 794 811 848
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 433 248 846	2 148 929 481	2 335 617 730
	Investissements sur Ressources Propres	1 500 000 000	1 650 000 000	1 948 901 069
	Rémunérations	3 364 733 917	3 701 207 309	4 188 578 761
<b>81</b>	<b>COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>	<b>17 168 171 647</b>	<b>18 985 166 944</b>	<b>20 875 067 540</b>
	Fonctionnement des Institutions	12 329 616 234	13 662 755 989	14 849 707 916
	Investissements sur Ressources Propres	38 563 943	42 420 337	50 104 873



CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Rémunérations	4 799 991 470	5 279 990 617	5 975 254 751
<b>82</b>	<b>PECHE ET ELEVAGE</b>	<b>781 675 496 309</b>	<b>932 525 891 716</b>	<b>1 149 299 470 597</b>
	Fonctionnement des Ministères	20 765 475 750	26 995 118 475	29 340 319 393
	Fonds de péréquation	478 923 058 957	588 522 347 373	694 793 813 087
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	15 031 101 528	22 536 754 380	24 494 634 916
	Investissements sur Ressources Propres	42 551 178 241	46 806 296 065	55 285 357 838
	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	216 202 427 763	237 822 670 539	334 246 562 477
	Rémunérations	8 202 254 070	9 842 704 884	11 138 782 886
<b>83</b>	<b>AFFAIRES COUTUMIERES</b>	<b>34 007 346 791</b>	<b>38 206 764 479</b>	<b>43 064 497 910</b>
	Fonctionnement des Ministères	2 888 184 533	3 177 002 986	3 453 005 121
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 000 000 000	2 998 683 009	3 259 193 595
	Investissements sur Ressources Propres	1 900 000 000	2 090 000 000	2 468 608 021
	Rémunérations	27 219 162 258	29 941 078 484	33 883 691 173
<b>84</b>	<b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>19 445 457 894</b>	<b>23 138 540 466</b>	<b>25 630 921 130</b>
	Contrepartie des Projets	540 000 000	561 600 000	603 632 955
	Fonctionnement des Ministères	7 569 556 925	8 326 512 618	9 049 878 401
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 006 511 680	1 509 104 737	1 640 208 211
	Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	2 000 000 000	2 362 304 326
	Rémunérations	6 095 668 489	6 705 235 338	7 588 174 339
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 233 720 800	4 036 087 774	4 386 722 899
<b>85</b>	<b>COUR DES COMPTES</b>	<b>96 450 447 657</b>	<b>103 943 935 544</b>	<b>116 401 860 218</b>
	Fonctionnement des Institutions	50 269 922 561	55 705 357 938	60 544 760 909
	Investissements sur Ressources Propres	25 600 000 000	25 600 000 000	30 237 495 372
	Rémunérations	20 580 525 096	22 638 577 606	25 619 603 937
<b>90</b>	<b>ENTREPRENEURIAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</b>	<b>167 916 990 342</b>	<b>162 006 372 855</b>	<b>127 114 378 842</b>
	Fonctionnement des Ministères	4 480 293 560	5 376 352 272	5 843 422 876
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 311 657 539	6 464 647 102	7 026 263 318
	Investissements sur Ressources Extérieures	121 411 279 790	109 589 404 458	67 865 279 587
	Investissements sur Ressources Propres	10 000 000 000	10 000 000 000	11 811 521 630
	Rémunérations	27 100 536 668	29 810 590 335	33 736 020 469

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	PROJECTIONS		
		2024	2025	2026
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 785	765 378 689	831 870 962
<b>93</b>	<b>OPPOSITION POLITIQUE</b>	<b>548 124 267</b>	<b>607 390 203</b>	<b>660 157 227</b>
	Fonctionnement des Institutions	548 124 267	607 390 203	660 157 227

**ANNEXE II : CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME PROVINCES 2024-2026 (Hors recettes à caractère national)**

N°	PROVINCES	2024			2025			2026		
		BUDGET GENERAL	BUDGETS ANNEXES	TOTAL	BUDGET GENERAL	BUDGETS ANNEXES	TOTAL	BUDGET GENERAL	BUDGETS ANNEXES	TOTAL
1	BAS UELE	148 696 086,42	4 936 496,51	153 632 582,93	161 134 335,42	5 420 890,23	166 555 225,65	174 041 292,99	5 891 830,07	179 933 123,06
2	EQUATEUR	2 005 785 506,76	66 589 198,11	2 072 374 704,86	2 173 567 054,89	73 123 263,17	2 246 690 318,06	2 347 671 088,50	79 475 846,66	2 427 146 935,16
3	HAUT-KATANGA	1 215 158 643 821,16	40 341 521 760,49	1 255 500 165 581,64	1 316 805 204 633,95	44 300 033 583,23	1 361 105 238 217,18	1 422 282 096 680,03	48 148 599 000,78	1 470 430 695 680,80
4	HAUT-LOMAMI	960 653 836,17	31 892 327,67	992 546 163,84	1 041 011 375,55	35 021 762,32	1 076 033 137,87	1 124 397 015,35	38 064 277,92	1 162 461 293,27
5	HAUT-UELE	44 919 446 728,34	1 491 261 117,94	46 410 707 846,28	48 676 904 486,44	1 637 591 115,14	50 314 495 601,57	52 575 953 929,43	1 779 856 843,27	54 355 810 772,69
6	ITURI	62 628 084 832,36	2 079 162 469,80	64 707 247 302,16	67 866 848 894,88	2 283 180 287,15	70 150 029 182,02	73 303 024 472,86	2 481 531 574,59	75 784 556 047,45
7	KASAI	1 632 411 350,12	54 193 712,35	1 686 605 062,47	1 768 960 598,58	59 511 470,37	1 828 472 068,95	1 910 655 410,71	64 681 529,36	1 975 336 940,07
8	KASAI-ORIENTAL	9 445 934 265,63	313 591 451,34	9 759 525 716,97	10 236 075 319,76	344 362 612,50	10 580 437 932,26	11 055 991 133,94	374 279 114,46	11 430 270 248,41
9	KONGO CENTRAL	465 837 292 996,06	15 465 129 090,59	481 302 422 086,66	504 804 022 955,28	16 982 644 882,61	521 786 667 837,89	545 239 130 020,71	18 458 012 156,79	563 697 142 177,49
10	KWANGO	228 295 804,70	7 579 092,84	235 874 897,54	247 392 474,52	8 322 791,32	255 715 265,84	267 208 761,12	9 045 833,82	276 254 594,93
11	KWILU	1 964 802 536,38	65 228 622,35	2 030 031 158,74	2 129 155 908,28	71 629 180,92	2 200 785 089,20	2 299 702 582,23	77 851 966,01	2 377 554 548,24
12	LOMAMI	1 460 538 195,42	48 487 770,46	1 509 025 965,88	1 582 710 460,95	53 245 632,93	1 635 956 093,89	1 709 486 524,60	57 871 347,30	1 767 357 871,90
13	LUALABA	572 816 715 443,21	19 016 692 271,68	591 833 407 714,89	620 732 145 578,15	20 882 705 200,84	641 614 850 778,99	670 453 165 269,05	22 696 890 215,16	693 150 055 484,21
14	KASAI CENTRAL	3 429 862 438,63	113 866 506,98	3 543 728 945,61	3 716 766 311,40	125 039 657,98	3 841 805 969,38	4 014 481 537,32	135 902 478,27	4 150 384 015,59
15	MAI-NDOMBE	443 478 583,33	14 722 852,04	458 201 435,37	480 575 034,08	16 167 531,90	496 742 565,98	519 069 384,51	17 572 086,23	536 641 470,74
16	MANIEMA	2 674 589 079,74	88 792 516,19	2 763 381 595,93	2 898 315 243,33	97 505 281,85	2 995 820 525,18	3 130 472 044,48	105 976 053,21	3 236 448 097,68
17	MONGALA	777 419 175,65	25 809 200,10	803 228 375,75	842 449 355,79	28 341 727,86	870 791 083,65	909 930 057,91	30 803 915,47	940 733 973,37
18	NORD-KIVU	205 631 333 879,91	6 826 664 956,49	212 457 998 836,40	222 832 147 938,65	7 496 531 455,35	230 328 679 394,00	240 681 137 546,08	8 147 792 625,53	248 828 930 171,61
19	NORD-UBANGI	127 463 629,23	4 231 609,43	131 695 238,66	138 125 808,70	4 646 836,10	142 772 644,80	149 189 769,39	5 050 529,99	154 240 299,37
20	SANKURU	221 020 681,87	7 337 569,21	228 358 251,08	239 508 796,41	8 057 568,19	247 566 364,59	258 693 595,63	8 757 569,42	267 451 165,05
21	SUD-KIVU	85 908 491 217,97	2 852 038 526,41	88 760 529 744,38	93 094 633 308,41	3 131 894 806,82	96 226 528 115,22	100 551 569 651,75	3 403 978 168,16	103 955 547 819,91
22	SUD-UBANGI	635 256 531,92	21 089 604,50	656 346 136,42	688 394 977,69	23 159 021,94	711 553 999,64	743 535 831,10	25 170 961,98	768 706 793,07
23	TANGANYIKA	6 363 101 387,10	211 245 827,35	6 574 347 214,44	6 895 367 174,28	231 974 324,16	7 127 341 498,43	7 447 690 248,71	252 127 093,57	7 699 817 342,28
24	TSHOPO	56 016 471 077,55	1 859 666 388,76	57 876 137 466,30	60 702 181 591,85	2 042 146 153,15	62 744 327 745,01	65 564 462 992,47	2 219 557 600,21	67 784 020 592,68
25	TSHUAPA	91 229 732,42	3 028 696,09	94 258 428,51	98 860 989,94	3 325 886,90	102 186 876,84	106 779 814,93	3 614 823,32	110 394 638,25
26	VILLE-PROVINCE DE KINSHASA	2 792 144 663 815,17	92 695 192 752,38	2 884 839 856 567,55	3 025 704 210 802,50	101 790 908 541,21	3 127 495 119 343,70	3 268 064 945 164,04	110 633 993 720,73	3 378 698 938 884,76
<b>TOTAL</b>		5 533 671 682 633	183 709 952 388	5 717 381 635 021	5 996 556 671 410	201 736 491 466	6 198 293 162 876	6 476 884 481 820	219 262 349 162	6 696 146 830 982